

Economie+ Gabon

& BUSINESS FINANCES



**Le partenaire
distributeur
de votre...**



Magazine Economique



PÉRIODIQUE DES DIRIGEANTS ET LEADERS D'OPINION

Mensuel gratuit, ne peut être vendu

L'ESSENTIEL

VIE ECONOMIQUE

ZONE FRANCHE DE L'ÎLE MANDJI

Malgré son positionnement stratégique, les transports maritimes et les coûts finaux au Gabon sont contraignants



Lire p.6

DEVELOPPEMENT DURABLE



**Les
Arbres
Utiles
du
Gabon**

Lire p.16

SOCIAL & SOLIDAIRE

FÉDÉRATION NATIONALE DES ASSOCIATIONS
DES PERSONNES HANDICAPÉES DU GABON

Les personnes handicapées ont des droits reconnus et ne doivent pas faire l'objet de charité



Lire p.20

CONSO & SANTÉ



**Conseil de Pro
Le maquillage du teint**

Lire p.22

Dossier

EDUCATION & FORMATION



Des hommes et des femmes qualifiés et informés

FACO CONSTRUCTION ARRIMÉE AU SYSTÈME SUISSE DE FORMATION DUALE

Créer de la valeur ajoutée et multiplier les emplois par l'apprentissage

CONSEIL NATIONAL DE LA JEUNESSE DU GABON (CNJG)

Éveil et engagement citoyen des jeunes via le leadership

PLANÈTE START-UP

Développer énergie et moyens pour promouvoir l'entrepreneuriat chez les jeunes Gabonais

Lire pages 10 - 15



SUNU Assurances

L'assurance d'être en de bonnes mains



Dans la vie, nous avons besoin de gens qui nous tendent la main, nous donnent un coup de main ou nous aident à prendre notre bonheur en main. **SUNU Assurances s'engage à être toutes ces personnes à nos côtés, près de chez nous dans 11 pays d'Afrique.** Pour travailler, vivre, avancer en toute sérénité, SUNU Assurances nous assure d'être en de bonnes mains.

SUNU Assurances Vie Gabon, Avenue du Colonel Parant BP 2137 Libreville
Tél. : (241) 01 74 34 34 / Fax : (241) 01 72 48 57
E-mail : gabon.sunuvie@sunu-group.com / Site web : www.sunu-group.com



Bénin - Burkina Faso - Cameroun - Centrafrique - Côte d'Ivoire - Gabon - Guinée - Mali - Niger - Sénégal - Togo

Notre métier, l'assurance.

Sommaire N°42

Édito

VIE ECONOMIQUE

4-9

Le FNAS mobilisé pour rendre opérationnelle sa mission de financement des Activités Génératrices de Revenus

Entretien avec la secrétaire d'Etat pour le Développement et la Francophonie

La création d'un ensemble économique francophone reposera obligatoirement sur le développement de l'Afrique

Sommet de l'AGOA États-Unis-Afrique

Déchantement et bilan d'une loi renouvelée pour 10 ans

EDUCATION & FORMATION

10-15



Des hommes et des femmes qualifiés et informés

DEVELOPPEMENT DURABLE

16-19

Rapport WWF 2015

L'avenir écologique de l'Afrique fait de la célébration et de la durabilité des ressources naturelles une pièce maîtresse pour le développement durable

L'Agence gabonaise d'études et d'observations spatiales (AGEOS)

LE CENTRE DE COMPÉTENCES EN TELEDETECTION AU POINT

Le savoir et le savoir faire sont le capital le plus précieux de l'humanité et la base pour un développement durable.

Par Dr Neltah

Le Dossier « *Education & Formation* » que nous présentons dans ce N° 42 de cette rentrée scolaire et administrative marquée par l'installation d'un nouveau gouvernement, n'est pas un hasard parce que, afin de parvenir à une meilleure adéquation entre les besoins du marché du travail et les cursus de formation tous secteurs confondus et en particulier dans les domaines du pétrole et du bois, le Gabon a décidé d'introduire de nouvelles formations, de former des formateurs et d'accompagner les responsables des entreprises dans la mise en place d'un système de formation professionnelle duale.

Cette vision stratégique du capital humain mettra à profit le potentiel des millions des jeunes Gabonais, hommes et femmes, par le perfectionnement des compétences et la promotion de technologies, pour améliorer les perspectives d'emploi, garantir l'égalité des chances pour tous et assurer la compétitivité de la main-d'œuvre. Nous aussi, au sein de MMA, l'éditrice de votre périodique, nous restons convaincus que le savoir et la capacité d'appliquer ce dernier sont le capital le plus précieux de l'humanité et la base pour un développement durable. Dans ce contexte, l'accès à l'information constitue le point de départ. Dans un monde globalisé, il est primordial pour les chercheurs et chercheuses, les enseignant-e-s et les étudiant-e-s d'être en mesure d'élaborer et d'échanger des connaissances et des compétences dans un contexte international transdisciplinaire. Des hommes et des femmes qualifiés et informés sont la base de la réussite économique des entreprises et d'une société fonctionnant correctement.

Cela inclut tous les niveaux entre l'éducation informelle, l'apprentissage et les études universitaires. Nos décideurs politiques l'ont compris et ont mis en place un partenariat Gabon-Suisse à travers trois Conventions de prestations de service dans le domaine de l'enseignement technique et professionnel pour développer l'économie du bois. La première phase du partenariat d'avril 2011 à avril 2016 est composée de trois axes de coopération pour le développement de systèmes de formation professionnelle duale (le perfectionnement de vingt enseignants en Suisse, la formation de 24 futurs cadres et l'assistance technique suisse). Un système de formation professionnelle duale suisse conçue dans une approche orientée vers le travail pratique tout en tenant compte des besoins réels du marché. Une centaine de jeunes Gabonais sont actuellement en apprentissage de scieur, menuisier, charpentier et mécanicien de maintenance de machines au Gabon.

Pour pérenniser la croissance et la rendre à la fois inclusive et verte, les décideurs gabonais ont trouvé la solution innovante en investissant avec efficacité dans le capital humain via le système de formation professionnelle entre l'entreprise et l'école professionnelle. En effet, pour monter dans la chaîne de valeur et atteindre le niveau des économies tirées par l'efficacité et l'innovation, facteurs essentiels pour promouvoir et pérenniser la croissance, il faut, comme l'ont compris nos dirigeants politiques, des investissements à grand impact dans l'éducation, la science et la technologie. Le dynamisme du secteur privé est un atout majeur pour créer des emplois, produire et commercialiser des biens et des services élaborés, et bien se positionner sur les chaînes de valeur mondiales. C'est le train que doit prendre le Gabon et qui conduit à l'amélioration de la croissance, qui se verra plus inclusive.

Directeur de la publication

Philippe Chandezon
pchandezon@gmail.com
Cell. : +241 05 31 70 00

Comité de rédaction

Neltah NARGONGAR
Anne-Marie JOBIN
Siméon PAMBO MOUSSOUNGOU
Annie-Laure CORDIER
laredaction@economie-gabon.com

Correspondant Royaume-Uni

Blanche MATCHANGA

Correcteur / Rewriter : Rodrigue NDONG
contact@economie-gabon.com

Responsable Multimédia

Annie-Laure CORDIER
Tél. : +241 01 44 11 62
Cell. : +241 04 79 49 05
contact@economie-gabon.com

Responsable Réseau de distribution

Jocelyne DOKASSE – Tél. : +241 01 44 11 62
servicecommercial@economie-gabon.com
Port-Gentil : Louis Georges AGONDJO

Rédacteur en chef éditorial

Dr. Neltah NARGO
Tél. : +241 07 41 26 42 - 05 55 88 06
laredaction@economie-gabon.com

Stratégie & Développement

Anne-Marie JOBIN : +241 05 30 18 80

Publicité & Marketing :

Sentiment NGWA : +241 01 44 11 62
Paul ESSONO BEKALE
servicecommercial@economie-gabon.com

Directeur artistique : Thomas Ouédraogo -
©Studio Araignée Sarl

Infographie : Donald Ella

Impression : Multipress

Tirage : 10 000 exemplaires

Informations Légales

MOBILITY MEDIA AFRICA Société éditrice de : Economie Gabon+
Sarl au capital de 85.000.000 FCFA - RCM N°2010B09428
Numéro statistique : 771 619 H
Récépissé de déclaration de constitution d'un organe de presse N°0165/MCPEN/SG/DCOM du 3 juin 2010

Siège social

Immeuble BICP, BP 4562 Libreville-Gabon
Tél. +241 01 44 11 62

Site Internet : www.economie-gabon.com

Facebook : facebook.com/economiegabon.plus

Twitter : twitter.com/EconomieGabon



MAG EN PDF

www.economie-gabon.com

Flashez ce code avec
votre Smartphone



MAGAZINES en PDF
Retrouvez tous nos magazines en
version numérique - format PDF

Le FNAS mobilisé pour rendre opérationnel sa mission de financement des Activités Génératrices de Revenus

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie d'Investissement Humain du Gabon (SIHG), les missions du FNAS ont évolué, depuis juin 2014, vers le développement et le financement des Activités Génératrices de Revenus (AGR) des Gabonais Economiquement Faibles (GEF) regroupés en association ou en coopérative légalement constituée.

La Rédaction



Directeur Général du FNAS

Le Fonds National d'Aide Sociale (FNAS) a été créé en juin 2012 par la volonté du président de la République, Chef de l'Etat, Son excellence Ali Bongo Ondimba, qui fait de la prospérité partagée, la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale un axe majeur de sa politique sociale en faveur des couches de population les plus défavorisées de notre pays. Mais il n'a été opérationnel qu'en juillet 2013. Dans le développement de ses activités, le FNAS a connu deux grands moments correspondant à la période transitoire précédant la mise en œuvre de la Stratégie d'Investissement Humain du Gabon et celle de l'opérationnalisation de ses activités relevant du financement des Activités Génératrices de Revenus. Le mois d'octobre 2013 a donc marqué le début de l'opérationnalisation des activités du FNAS relatives au financement, à la gestion et à la distribution des aides sociales.

Le contexte de l'opérationnalisation du Fonds National d'Aide Sociale a été celui de la prise en main, en urgence, du système d'aides sociales existant anciennement (et géré par le Ministère de la Famille et des Affaires Sociales ; de la réforme de la Politique Nationale d'Aide Sociale), et de la liquidation des aides sociales sur la base de l'ancien

régime relatif à l'Attribution de l'Aide Sociale en République gabonaise. Par ailleurs, dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie d'Investissement Humain du Gabon (SIHG), les missions du FNAS ont évolué, depuis juin 2014, vers le développement et le financement des Activités Génératrices de Revenus (AGR) des Gabonais Economiquement Faibles (GEF) conformément au décret n°0225/PR/MPSSN du 23 juin 2014 ; en même temps que la loi N°009/2014 du 28 août 2014 transférait la compétence de la distribution des aides sociales de toute nature à la CNAMGS.

Aussi, pendant cette période transitoire de quinze (15) mois, la Direction Générale du FNAS a été engagée sur plusieurs fronts, dont ceux de la liquidation des aides sociales conformément à l'ancien régime, du transfert de compétences de l'activité « aides sociales » à la CNAMGS et de la réalisation des travaux préparatoires à l'opérationnalisation des nouvelles activités relevant du financement des AGR conformément au cadre normatif de la SIHG.

Liquidation des aides sociales

Sur les deux exercices comptables 2013-2014, soit quinze (15) mois d'activité opérationnelle, le gouvernement, à travers le FNAS, a mobilisé la somme

de 2 362 992 810 francs CFA de financement dans des initiatives d'aides sociales de toutes natures. Ce qui a permis de toucher plus de 20 000 bénéficiaires grâce à un réseau de partenaires constitués des services provinciaux de la Prévoyance Sociale, d'associations, d'ONG et de professionnels divers.

Transfert de compétences à la CNAMGS

Il est effectif depuis le 1er janvier 2015 et le point d'orgue de ce volet a été le lancement, en janvier 2015, par la CNAMGS, de l'opération de distribution de titres de paiement d'allocations financières directes au bénéfice de Gabonais Economiquement Faibles financée par le FNAS à hauteur 890 millions de francs CFA.

Pré-opérationnalisation de la mission « financement des AGR »

De l'aide sociale au financement des projets d'AGR, selon les mécanismes prévus par la SIHG, c'est un tout autre métier, et il a fallu que le FNAS adapte son organisation, son système d'information, ses procédures et ses outils de gestion avant le démarrage effectif de cette activité. La mise en œuvre du financement des AGR a été progressive depuis septembre 2014 et les travaux réalisés ont permis au FNAS de se doter dès janvier 2015 de Manuels de procédures AGR ; des termes de référence complets du système d'information de gestion intégrée des dossiers de projets et des prestations techniques d'accompagnement des porteurs de projets ; des outils de suivi et de reporting des dossiers de projets d'AGR ; des Projets types de conventions cadre de financement des AGR et des prestations techniques d'accompagnement des porteurs de projets.

Opérationnalisation des AGR

S'agissant de la période d'opérationnalisation des Activités Génératrices de Revenus (AGR), il faut préciser qu'elle n'a été mise en œuvre que depuis janvier 2015 et elle s'articule autour des principaux axes tels que la promotion et la sensibilisation au programme AGR ; l'instruction des dossiers et l'accompagnement des porteurs de projets ; l'accroissement des capacités opéra-

tionnelles du FNAS et la mise en place de partenaires financiers et techniques. L'opération promotion et sensibilisation au programme AGR sur toute l'étendue du territoire a permis plus de 150 réunions de sensibilisation et promotion des AGR organisées auprès d'associations et de coopératives ; plus de 200 associations et 90 coopératives touchées plus de 90 visites de terrain avec des micro-entrepreneurs dans le cadre de l'instruction des dossiers de projet soumis au FNAS. Et la mise en place d'une page Facebook : www.facebook.com/FNAGabon et d'un numéro court 1433.

Quant au volet instruction des dossiers et accompagnement des porteurs de projets, il a été enregistré plus de 450 dossiers de projets en portefeuille à la fin août 2015, à différents stades d'instruction, couvrant l'ensemble des provinces et secteurs d'activités. Plus de 100 micro-entrepreneurs accompagnés par les équipes du FNAS et ses partenaires dans le cadre de la structuration de leur micro-projet. Enfin, le volet accroissement des capacités opérationnelles a porté sur l'ouverture de 9 bureaux provinciaux pour l'accueil, l'information, l'orientation des porteurs de projets, l'instruction et le suivi des dossiers de demande de financement, et le renforcement de capacités d'une quinzaine de collaborateurs dédiés, formés à la structuration des projets et à l'accompagnement des porteurs de projets.

Partenariats financiers et techniques

Enfin, pour sa mission de financement des Activités Génératrices de Revenus, le FNAS a mis en place trois partenariats techniques destinés à l'accompagnement du processus de mise en œuvre des projets d'AGR portés par les Gabonais Economiquement Faibles ; et un partenariat financier avec la Banque Gabonaise de Développement (BGD). Le FNAS apprécie tout particulièrement la mise en place de ce partenariat financier avec la Banque Gabonaise de Développement (BGD), parce qu'il marque une étape importante dans le processus de mise en œuvre des AGR et permet le démarrage effectif ce mois des premiers financements de projets.



Le prix du poisson, quel rapport avec mon projet?

Votre organisation fait partie d'un écosystème – ses variations peuvent étonnamment se répercuter sur l'ensemble de votre marché.

Intelligence économique et Conseil



THE INSIDE EDGE

www.oxfordbusinessgroup.com
gabon@oxfordbusinessgroup.com

A STAR ALLIANCE MEMBER 

WIDEN YOUR
W O R L D

TURKISH
AIRLINES



ENVOLEZ-VOUS VERS L'AFRIQUE

PLUS DE 40 DESTINATIONS

TURKISHAIRLINES.COM

Zone Franche de l'île Mandji

Malgré son positionnement stratégique, les transports maritimes et les coûts finaux au Gabon sont contraignants

Le président de la Fédération mondiale des Zones Franches (FEMOZA), Juan Torrents, a séjourné au Gabon dans le cadre de la mise en œuvre du projet de la Zone franche de l'île Mandji. A cette occasion, il a été reçu par le chef de l'Etat et visité la Zone économique de Nkok. Il a été question lors de l'entretien avec le président Ali Bongo Ondimba, de réfléchir à l'éventualité de créer plusieurs ports afin de faciliter les échanges commerciaux. Et pour attirer les investisseurs locaux, il a présenté aux dirigeants d'entreprise du Gabon les avantages à investir dans une zone franche et comment en tirer un grand profit.

Par Shéryl ZE

Eco Gabon+ : Quelle est la valeur ajoutée de la Zone franche de l'île Mandji et à quand le démarrage effectif de ses activités ?

Juan Torrents, Président de la Fédération mondiale des Zones Franches:

La mise en place de cette zone favorisera la transformation locale des matières premières par la création des industries, le transfert de technologies, le développement des exportations et la création locale d'emplois. Concernant le démarrage, nous sommes bien avancés mais attendons encore le financement des investisseurs.

Eco Gabon+ : Pouvons-nous avoir des informations sur votre entretien de ce jour avec le président de la République?

Nous avons parlé de l'importance du projet de la zone franche de l'île Mandji pour le Gabon et avec le président Ali, nous avons réfléchi à l'éventualité de créer plusieurs ports afin de faciliter les échanges commerciaux.



Juan Torrents, reçu par Ali Bongo Ondimba

Eco Gabon+ : Participation des opérateurs économiques locaux dans ce projet ?

Se basant sur le Partenariat Public Privé, les opérateurs économiques locaux devront avoir une expertise avérée dans les métiers relatifs à l'organisation d'une zone franche.

Eco Gabon+ : Quelles sont les propositions et innovations concrètes prévues pour la réalisation de ce projet vu les nombreux échecs du passé ?

L'Afrique n'ayant pas de zones franches référencées, nous comptons accompagner le Gabon dans le renforcement des capacités multi sectorielles, la recherche des investisseurs et la mise en relation avec les acteurs des autres pays ayant des zones franches.



Juan-Torrents-et-Olympio-Salomon-Femoza-Gabon

Eco Gabon+ : Pourquoi vouloir entamer les activités tout de suite étant donné que la Zone économique de Nkok n'est pas encore opérationnelle?

Pour accroître la rentabilité du projet et favoriser la diversification des secteurs d'activité.

Eco Gabon+ : Pensez-vous vraiment que les opérateurs économiques locaux pourront investir dans cette zone étant donné leur faible capacité financière ?

Les PME locales n'ont pas besoin de grands moyens financiers pour être acteurs dans cette zone franche. Ils devront mettre l'accent sur la complémentarité des activités, ainsi les structures des zones franches ne constituent pas un grand moteur de concurrence pour les entreprises déjà implantées dans les environs.

Eco Gabon+ : Pourquoi le Gabon ?

A cause de ses avantages maritimes encore inexploités et dans le but de créer un hub de transbordement sur les cotes de l'île Mandji. Malgré son positionnement stratégique, les transports maritimes et les coûts finaux sont contraignants.



Exposé du président Juan Torrents devant des investisseurs locaux

SUR NOTRE SITE

www.economie-gabon.com

Flashez ce code avec votre Smartphone pour lire l'article



80 milliards de francs d'Emprunt obligataire du Gabon pour financer les voiries urbaines de Libreville

Retrouvez-nous aussi sur Facebook Twitter LinkedIn



Face à la demande de financement de projets, les banques gabonaises se montrent créatives

Conséquence de la multitude de projets d'investissement actuellement dans les tuyaux, la demande de financement est en hausse au Gabon. Mais au vu de l'ampleur des investissements en question, les institutions gabonaises se penchent sur des stratégies de syndication et réfléchissent à d'autres outils qui rendraient leur participation possible.

La Rédaction



Le secteur bancaire gabonais suit depuis quelques années une trajectoire ascendante, suite à l'arrivée de plusieurs nouvelles institutions étrangères sur le territoire au cours des dix dernières années. Le pays est perçu comme attractif par les organismes de prêts, du fait d'un taux de bancarisation de seulement 12% et de plusieurs projets de travaux publics à l'étude, dont l'aménagement d'une nouvelle marina dans le centre de Libreville ou encore un port en eaux profondes à Mayumba.

Mais si le Gabon disposait par le passé de liquidités relativement abondantes, la pression se fait ressentir depuis un an face à la baisse des prix du pétrole. Un état de fait qui n'est pas sans conséquences sur la capacité des institutions gabonaises à financer les nombreux projets d'infrastructures du pays.

Cycle économique

Début juin, le Gabon a abaissé ses prévisions de croissance pour 2015 à 4,8% au lieu de 5,7% en raison d'une chute brutale des prix du pétrole, une situation qui a fortement impacté les résultats du secteur financier. « La chute des prix du pétrole a entraîné une forte baisse des liquidités dans les banques gabonaises dans la mesure où la hauteur des crédits et des dépôts a considérablement diminué », a expliqué Edgard Théophile Anon, directeur général de BGFIBank, aux équipes d'OBG. « Les opérateurs économiques, y compris les banques, vont devoir apprendre à composer avec les cycles économiques. »

La contraction des liquidités s'est répercutée sur la capacité des banques gabonaises à satisfaire la demande croissante de financement de projets. Le financement de projet constitue l'un des principaux moteurs d'activité du secteur bancaire au Gabon, le FMI

décrivant la plupart des activités bancaires locales comme étant « concentrées sur les grandes sociétés finançant les grands projets ».

Répondre à la demande

Cependant, avec des actifs atteignant plus de 4 milliards d'euros, le nombre de projets, ainsi que leur ampleur, rendent le financement indépendant de ces projets par les banques gabonaises difficile. L'exploitation potentielle du gisement de minerai de fer de Belinga, par exemple, qui figure parmi les priorités du gouvernement, devrait se monter selon les estimations à 2,9 milliards d'euros ; quant au projet d'infrastructures routières comprenant 93 km de routes ainsi que des ponts en direction de Port-Gentil, il est estimé à plus de 500 millions d'euros.

En outre, si le système bancaire gabonais dispose traditionnellement de taux élevés de liquidités, la majorité de ces dernières prennent la forme de dépôts sur des comptes courants et ne peuvent donc pas servir à des emprunts sur le long terme qui seraient nécessaires au financement de projets majeurs.

En conséquence de quoi certains secteurs ont attiré des prêts en provenance de l'étranger. En mars, la Chine a accordé au Gabon un prêt de 4 milliards de francs CFA (6,1 millions d'euros) pour une durée de dix ans qui servira à financer divers grands projets publics, tandis qu'en avril 2014 la Banque Africaine d'Import-Export a prêté à l'entreprise Gabonaise de Tourisme et de l'Hôtellerie 24 millions d'euros en vue de la construction d'un hôtel 5 étoiles de 180 chambres, le Décapolis Rapontchombo.

Vers des capacités accrues

Toutefois, dans le but de soutenir le financement de projets par les banques dans un contexte difficile lié au récent effondrement des prix internationaux du pétrole, un certain nombre de mesures ont été mises en place. La BEAC a annoncé en mars qu'elle allait relever ses limites de refinancement pour les banques des pays membres de la CEMAC afin de les aider à mieux financer les projets de développement, relevant ainsi le plafond pour les banques gabonaises de 30 milliards de francs CFA (45,8 millions d'euros) à 40 milliards de francs CFA (61,1 millions d'euros).

De plus, les banques étendent leurs activités de syndication. En 2012, BGFIBank, Ecobank, la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC) et Afreximbank ont accordé à l'entreprise Olam Palm Gabon un prêt de 228 millions de dollars destiné au financement du développement de plantations de palmiers à huile et de raffineries à travers le pays. L'expansion du segment fait pendant à une hausse des prêts syndiqués, ces dernières années, dans l'ensemble de Afrique sub-saharienne, où la dette consortiale est passée de 11,3 milliards de dollars en 2010 à 27,7 milliards de dollars en 2013.

Outre les crédits bancaires, d'autres formes de financement vont devoir être développées pour permettre aux ressources locales de financer les projets d'envergure. Au Chili et en Malaisie par exemple, des emprunts obligataires lancés pour des projets spécifiques ont contribué à financer des projets d'investissement de grande échelle, et ce avec succès. La Bourse des Valeurs Mobilières de l'Afrique Centrale (BVMAC) fournit une plateforme utile à ce genre d'outils, même si les transactions y restent limitées, et si le marché de la dette est entravé par l'absence d'une courbe de rendement bien définie.



SUR NOTRE SITE

www.economie-gabon.com

Flashez ce code avec votre Smartphone pour lire l'article



Le rendez-vous annuel des dirigeants des grandes entreprises africaines se tiendra les 21 et 22 mars 2016 à Abidjan, en Côte d'Ivoire

Retrouvez-nous aussi sur Facebook Twitter LinkedIn



Sommet de l'AGOA États-Unis-Afrique

Déchantement et bilan d'une loi renouvelée pour 10 ans

L'African Growth and Opportunity Act (AGOA), promulgué en 2000, est principalement connu comme étant la pierre angulaire des relations et des échanges commerciaux entre l'Afrique et les USA. Il a été créé dans la perspective de favoriser la croissance des exportations et le développement économique des pays de l'Afrique subsaharienne en améliorant les rapports économiques entre les Etats-Unis et cette région. L'AGOA, combiné au système préférentiel américain, permet à environ 6400 produits issus de 39 pays de l'Afrique subsaharienne (sous le système de nomenclature à 8 chiffres) d'accéder au marché américain. En 2014, les Etats-Unis ont importé pour 2314 milliards de dollars de marchandises dont 25 milliards provenaient des pays éligibles à l'AGOA (un peu plus de 1% du total de ses importations).

Par Dr Nelto et Siméon Pambo



Les membres de la société civile africaine à l'AGOA

L'objectif de la rencontre entre les ministres africains du Commerce et leurs partenaires américains était de faire un point d'étape de cette loi, l'African Growth Opportunity Act, votée en 2000 sous l'impulsion de Bill Clinton. « Le renouvellement de ce programme illustre les résultats satisfaisants obtenus en quinze ans, en matière de croissance, d'investissements et de bonne gouvernance », indique Michael Froman, le représentant américain au commerce, lors d'un débat à Libreville avec les dirigeants et les opérateurs économiques africains. Mais cet auto-satisfecit a été tempéré par de nombreux délégués au forum. L'AGOA a-t-il vraiment permis aux économies africaines de décoller ?

Au terme de la 14e édition du forum AGOA que le Gabon a accueilli du 24 au 27 août 2015 à Libreville, un constat s'impose après cette rencontre. En 15 ans, les échanges commerciaux entre le continent africain et les États-Unis ont considérablement augmenté, puisqu'ils ont quasiment quadruplé ! Reste que l'Afrique ne profite pas encore pleinement de cette initiative. Les exposants gabonais qui

croyaient qu'au sortir de ce forum, des contrats allaient être signés, ont déchanté, à en croire la réaction de certains à la clôture des travaux de Libreville. Il ne faut pas se leurrer parce que dans la zone économique de l'Afrique centrale, nos pays ne sont pas encore structurellement organisés et préparés pour faire face aux conditionnalités de l'entrée de nos produits, tous secteurs confondus sur le grand marché étasunien. En effet, les pays éligibles à l'AGOA doivent envisager l'installation des laboratoires de régulation et de contrôle, pendant l'élaboration des politiques d'utilisation des stratégies de l'AGOA, afin de répondre aux exigences phytosanitaires imposées par les États-Unis.

Quinze ans après la signature de l'AGOA, en 2000 sous la présidence de Bill Clinton, l'économie régionale reste principalement basée sur le commerce d'hydrocarbures. Un secteur avec peu de créations d'emplois et de retombées économiques. Au Tchad, qui est le deuxième exportateur de l'AGOA après l'Afrique du Sud, le secteur énergétique représente 92 % du commerce avec les États-Unis. Dans la région, l'agriculture et les PME locales n'ont pas

encore pu profiter pleinement des aides américaines. En cause : un manque de modernisation des infrastructures et des entreprises trop petites.

Un bilan mitigé en Afrique centrale

Pourtant, le but affiché de l'AGOA est clair : augmenter la capacité des pays africains à commercialiser des produits manufacturés à forte valeur ajoutée, grâce à une franchise de frais de douanes sur le marché américain. Au Gabon, au Congo-Brazzaville ou au Tchad, les retombées se font donc encore attendre. Aujourd'hui, pour les entreprises d'Afrique centrale, le forum est avant tout l'occasion d'engager une diversification des économies de leur pays. Olivier Dimala, représentant de la chambre de commerce du Cameroun, explique que cette plateforme doit être le tremplin pour « changer de cap et attirer des investisseurs ».

Mieux, le fait que le forum se tienne à Libreville, au Gabon, est un signe politique fort. Jusqu'à maintenant, les pays anglophones sont ceux qui ont le plus profité de l'accord. Citons par exemple l'Afrique du Sud, le Nigeria et le Kenya. Mais cette année, la tendance pourrait bien s'inverser. Aida Mourani, ministre des PME au Congo-Brazzaville, a suivi les évolutions de l'AGOA depuis le début. Pour elle, les pays d'Afrique centrale sont aujourd'hui prêts à tirer parti de cet outil : « Je crois que nous sommes tous dans le même état d'esprit, et que nous voulons donner un réel sens à l'AGOA dans nos relations avec les États-Unis. » Elle témoigne d'un réel volontarisme politique pour développer le secteur privé. Le forum de Libreville est donc un rendez-vous majeur pour l'Afrique centrale.

Avec sa population très jeune, l'Afrique centrale présente de grandes opportunités dans l'entrepreneuriat, ainsi que dans les secteurs du textile et de l'agro-alimentaire. Les filières du coton et du tabac ne sont pas encore réellement exploitées dans le cadre de l'AGOA. Les pays comptent cette année sur de nouveaux partenariats avec les États-Unis : des parrainages de pôles commerciaux pour améliorer l'efficacité

des chaînes d'approvisionnement, des aides pour respecter les normes sanitaires internationales et une ouverture vers le secteur des nouvelles technologies.

Une vaine tentative des Etats-Unis de rattraper son retard sur la Chine ?

Cet accord dit de libre-échange n'a-t-il pas simplement été, en quinze ans, une vaine tentative des États-Unis de rattraper son retard sur la Chine, qui exploite déjà abondamment le potentiel économique de l'Afrique ? En 2013, les échanges commerciaux entre la Chine et le continent africain s'élevaient à 170 milliards de dollars contre seulement 50 milliards de dollars entre les États-Unis et l'Afrique.

L'AGOA est principalement connu comme étant la pierre angulaire des relations et des échanges commerciaux entre l'Afrique et les USA. Il a été créé dans la perspective de favoriser la croissance des exportations et le développement économique des pays de l'Afrique subsaharienne en améliorant les rapports économiques entre les États-Unis et cette région. Les exportations sous l'AGOA ont connu une croissance relative pendant la période juste après la phase législative de l'AGOA initiée en 2000. Cependant, la chute de l'importation du pétrole a fait décliner les chiffres en 2014 en comparaison à l'année 2013.

Combiné au système préférentiel américain, l'AGOA permet à environ 6400 produits issus de 39 pays de l'Afrique subsaharienne (sous le système de nomenclature à 8 chiffres) d'accéder au marché américain. En 2014, les États-Unis ont importé pour 2314 milliards de dollars de marchandises dont 25 milliards provenaient des pays éligibles à l'AGOA (un peu plus de 1% du total des importations). De tous les pays exportateurs AGOA vers les USA en 2014, 56% (14 milliards de dollars) ont été exonérés des tarifs douaniers.

Le secteur du textile, un succès majeur de l'AGOA mais aussi créateur d'emplois

Cette même année, le pétrole et les produits assimilés représentaient 69% des exportations aux USA en provenance de l'Afrique subsaharienne. Depuis la création de l'AGOA, les produits issus du pétrole représentent en moyenne 80% des exportations. Parmi tous les pays éligibles à l'AGOA, le Nigeria, l'Angola et le Tchad sont les trois premiers exportateurs de pétrole selon les statistiques économiques de l'année 2013. Ces trois pays réunis représentent 90% de toutes les exportations de pétrole aux USA sous l'AGOA en 2013. En 2014, ces exportations chutent à environ 50% (11,6 milliards de dollars), principalement à cause de la réduction de l'exportation du pétrole aux USA occasionnée par la faible demande de son marché.

Cependant, l'importation des produits non-énergétiques des pays éligibles à l'AGOA représentaient 4,4 milliards de dollars en 2014, presque le triple (initialement à 1,3 milliards) depuis 2001. L'exportation des produits



Les délégués africains au 14e Forum AGOA

non-énergétiques sous l’AGOA a connu une légère diminution entre 2013 et 2014 suite à la faible exportation des véhicules de l’Afrique du Sud aux Etats-Unis.

Le secteur du textile est considéré non seulement comme un succès majeur de l’AGOA mais aussi comme ayant créé le plus d’emplois. Quand bien même ce secteur se serait bien développé et aurait généré des centaines de milliers d’emplois, l’importation des USA en matière de textile sous l’AGOA ne représente que 1% de l’importation globale du pays. En 2014, les Etats-Unis ont importé pour 82,7 milliards en textile dont 30,7 venant de la Chine et 9,2 du Vietnam, mais moins de 1 milliard venant des pays bénéficiaires de l’AGOA.

Des couacs sur le plan organisationnel

Une manifestation dont la préparation n’aura cependant pas été de tout repos du côté de Libreville. Alors que nombre de ratés ont été observés durant ces quatre jours, au ministère du Commerce l’heure est au traditionnel bilan. Alors que l’organisation de l’événement a été confiée au Gabon depuis plusieurs mois, les fonds n’ont effectivement été débloqués que trois jours avant la manifestation. Une situation déplorée par certains collaborateurs du ministre du Commerce, qui dénoncent une cabale. «*La même difficulté s’est posée lors d’une rencontre sur les Accords de partenariat économique (APE), où le ministre a dû préfinancer l’événement à hauteur de 50 millions de francs*», a expliqué un proche de Gabriel Tchango. «*Même s’il a été remboursé, ce n’est pas toujours bon pour l’image du pays d’autant plus que certains délégués étrangers ont été menacés d’expulsion par leurs hôtels*», a-t-il poursuivi, ajoutant que le même cas de figure s’est produit lors de la journée nationale de l’AGOA organisée le 7 mai dernier, où Gabriel Tchango a également préfinancé l’évènement à hauteur de 10 millions de francs. A cela s’ajoutent des informations selon lesquelles plusieurs prestataires n’ont toujours pas été réglés, alors que les budgets ont tous été validés et décaissés. A ces couacs financiers s’ajoutent des ratés d’ordre organisationnel, notamment l’absence de média aux conférences de presse bilan de certains participants majeurs, comme celle de Mme Linda Thomas-Greenfield, secrétaire d’Etat adjointe, chargée des Affaires africaines pour les Etats-Unis.

Renforcement des capacités d’investissement et de production incontournables

Pour que l’Afrique puisse tirer profit de la nouvelle loi AGOA, les pays africains doivent élaborer des stratégies nationales sur l’AGOA avec le soutien des Etats-Unis et des institutions techniques et financières telles que la Banque Mondiale, la Banque Afrique de Développement (BAD), l’UNCA, etc.

Les pays africains connaissent les taux de croissance économiques les plus élevés au monde. En plus, les pays africains aspirent à plus de compétitivité. Avec la mise en place de la Zone continentale de libre-échange, les pays africains vont davantage développer les échanges commerciaux entre eux. Par ailleurs, les Etats-Unis ont négocié des accords de libre-échange avec des pays qui se trouvent dans tous les continents comme l’Asie, l’Europe et l’Amérique latine. Compte tenu de tous ces facteurs, il est fort probable que les Etats-Unis négocient un accord de libre-échange avec les pays africains bénéficiaires de l’AGOA après 2025. Ce, d’autant plus que l’Afrique a entrepris une démarche similaire (APE) avec l’Union Européenne.

Par ailleurs, des questions préférentielles relatives au renforcement des capacités d’investissement et de production ont été jugées incontournables si les USA veulent voir l’AGOA devenir un instrument de promotion commercial et économique. D’autres préoccupations relevées touchaient à la problématique des subventions agricoles, de sécurité alimentaire et des mécanismes spéciaux, etc.

M. Sodipo, Conseiller du Président de la Commission du Commerce et de l’Industrie de l’Union Africaine, a souligné que les avantages de l’AGOA ne sont pas statiques et pourraient se détériorer au fil du temps du fait que les Etats-Unis signent de nouveaux accords avec beaucoup de partenaires. Il a ajouté que le TTP a de fortes chances de détériorer le régime préférentiel et que, la seule façon pour les pays d’Afrique subsaharienne d’y faire face serait de renforcer leur propre plan d’intégration régionale.

Selon cet expert, cette option comporte cependant certains risques si elle n’est pas bien analysée ou suivie. Et, il est donc important de tenir compte des pertes qui pourraient résulter d’un accord commercial réciproque. En effet, l’Afrique subsaharienne devra donc être prudente et ne pas s’engager dans des accords qui compromettraient son plan d’intégration régionale. Il a en outre relevé la faiblesse de pays africains à négocier des accords commerciaux bilatéraux entre eux.

Entretien avec la secrétaire d’Etat pour le Développement et la Francophonie

La création d’un ensemble économique francophone reposera obligatoirement sur le développement de l’Afrique

« *On nous annonce 750 millions de locuteurs francophones d’ici à 2050. C’est une promesse, mais pour qu’elle soit au rendez-vous, il nous faut d’avantage investir dans l’éducation. Je viens d’un territoire d’outre-mer français en Amérique du nord. J’ai souvent été minoritaire dans une zone. Cela ne veut pas dire que je suis totalement décomplexé, le français a toute sa place. Et je voudrais dire à nos amis d’Afrique qui reprochent souvent aux Français d’oublier leur propre langue dans les milieux économiques ou dans les milieux professionnels, globalement, que je cherche et je travaille à ce que cette tendance s’inverse, » C’est la quintessence des propos de la secrétaire d’Etat de la France pour le développement et la Francophonie, Annick Girardin, recueillis par notre rédaction lors de la 4^e édition du New York Forum Africa.*



Eco Gabon+ : Au regard des reproches que l’on fait habituellement aux Français d’oublier leur propre langue dans les milieux économiques et des affaires au détriment de l’anglais, est-on en droit de dire que, ce sont les Français eux-mêmes qui sont les pires défenseurs de la langue française ?

Annick Girardin, Secrétaire d’Etat : Je ne sais pas si c’est la France qui est le plus mauvais défenseur de sa langue. Ce que je constate autour de moi, c’est que dans mon propre cabinet ministériel, les anglicismes avaient envahi le milieu professionnel comme si nous n’avions pas de mots en français pour nous exprimer. Est-ce que l’on veut utiliser davantage le terme éolien quand il est offshore ou éolien lorsqu’il est en mer ? Je voudrais bien que l’on m’explique cette grosse différence. Je crois qu’il faut être fier de la langue française. Au Gabon, nous avons cette chance de voir que la langue française est bien présente. Et je dirai qu’elle l’est, peut-être parce qu’il est le trait d’union entre plusieurs langues, de plusieurs origines qui composent les peuples du pays. Le français est une langue de solidarité, une langue d’union, une langue de diplomatie. Il faut qu’elle soit une langue de travail, et que nous en soyons suffisamment fiers. Moi je crois que les entreprises peuvent nous aider en faisant en sorte que sur un CV, soit privilégiée la personne qui parle le français, qu’il soit favorisé lorsqu’il s’agit d’une entreprise française, bien sûr, mais plus largement francophone. Je voudrais revenir sur l’éducation. L’éducation et la formation professionnelle sont la clé de la survie de cette francophonie qui peut avoir un poids dans le monde. Cette francophonie, j’ai envie de la voir réagir lors des négociations de la COP21 de Paris afin que l’on sache si elle a véritablement un pouvoir politique ou un pouvoir économique.

Eco Gabon+ : La francophonie représente 16% du PIB mondial, 15% des ressources naturelles mondiales, et aujourd’hui concrètement est-ce que la francophonie pèse dans l’économie mondiale ? Quelle est la réalité de cette francophonie économique ? Est-ce un ensemble puissant ? Est-ce une communauté comparable au Commonwealth par exemple ?

Non, elle n’est justement pas un ensemble. Comment cette francophonie économique peut-elle devenir un ensemble ? Comment peut-on construire un grand marché économique francophone ? Comment travailler ensemble pour faire en sorte que les 80 pays francophones puissent être un grand marché ou tout se traite en français ? L’Afrique est le grand espoir de la francopho-

nie, dans cette langue que nous partageons mais aussi dans ses espoirs économiques.

La politique de développement que la France mène en Afrique grâce aux 8 milliards d’euros du budget de l’agence française de développement, dont une grande partie est allouée au soutien à nos partenaires africains, est le signe de ce qu’il est important pour nous de créer cet ensemble économique francophone qui reposera obligatoirement sur le développement de l’Afrique.

« L’Afrique parlera-t-elle d’une seule voix ? »

Eco Gabon+ : Est-ce que le français n’a pas pris du retard dans la mise en œuvre et l’utilisation des applications de nouvelles technologies ?

Il faut se battre tous les jours. J’ai des collègues du gouvernement (français) qui de temps en temps, vont s’exprimer naturellement en anglais parce qu’ils sont dans un milieu économique alors qu’ils ne le feraient pas dans un autre domaine. Il faut apprendre à valoriser cette langue en la parlant en tout lieu. Il m’est arrivé de refuser d’aller à un colloque où j’étais invitée parce que je ne m’exprimerais qu’en anglais. Je ne comprends pas pourquoi, un Français (ou un francophone), qu’il soit du milieu économique ou d’un autre milieu parlerait publiquement une autre langue que sa langue. Or c’est cette langue qui sans doute lui a permis d’atteindre le niveau qu’il a atteint ou d’avoir réussi économiquement, culturellement. Le Français a oublié de parler régulièrement sa langue et d’en être fier. La réalité c’est que ces anglicismes envahissent l’Afrique francophone. Je crois que nous avons un combat à mener tous ensemble, un combat économique, culturel et historique. C’est ce qui fera que les 80 pays de la francophonie auront un poids politique, économique afin de s’imposer à l’international. Je le disais récemment, quelle sera la position des francophones par rapport aux décisions qui seront prises lors de la COP21 ? Est-ce que chacun réagira selon son ensemble ? L’Afrique parlera-t-elle d’une seule voix ? Est-ce que l’Afrique francophone s’y inclura ou est-ce que l’Afrique francophone peut faire entendre ses spécificités ?

Eco Gabon+ : Mais le climat n’est pas une question de langue. Vous avez voyagé à travers l’Afrique pour parler particulièrement de la COP21. Après tout, ce ne sont pas les pays africains les pollueurs. L’Afrique est plutôt victime de la pollution des pays nantis. Comment êtes-vous reçue par les dirigeants des pays visités ?

En tant que secrétaire d’Etat au développement, ce que je peux dire, c’est que si les décisions ne sont pas prises lors de la COP21 de Paris, ce serait une catastrophe. Ce serait un siècle de politique de développement perdue. C’est donc l’une des raisons pour lesquelles je me bats. Je suis de Saint-Pierre-et-Miquelon, un Etat insulaire qui sera touché par la montée des eaux. Je vois l’Afrique des solutions, portées sur les jeunes, portées par des femmes et surtout portées par les Etats. Ici au Gabon, nous avons déjà des solutions notamment avec cette politique de protection des forêts par la création des immenses espaces verts protégés, en particulier les 13 parcs nationaux. C’est une décision politique plutôt louable de la part d’un pays que l’on peut considérer comme relativement petit mais qui donne tant au monde entier.



EDUCATION & FORMATION

L'Institut Supérieur d'Ingénierie (ISI), une niche de réussite

Depuis novembre 2012, l'Institut Supérieur d'Ingénierie est un partenaire stratégique de l'Etat dans la prestation de service d'enseignement, de formation et de recherche conformément au contrat de partenariat N°00646/MENESTFCJS qui a été co-paraphé par l'Etat, via le Ministère de l'Enseignement Supérieur, et l'Administration Générale de l'ISI. Le taux de réussite à l'Institut pour l'année académique 2013-2014 a été de 83.76% pour l'ensemble des étudiants inscrits.

Propos recueillis par LEMIEN LENDZEYI DGA du Group AMIRA



Etudiants de ISI en stage à Port-Gentil...

Economie Gabon+ : Création de l'ISI et son apport dans le paysage académique gabonais ?

LEMIEN, DGA du Groupe AMIRA : L'Institut Supérieur d'Ingénierie (ISI) a été créé le 4 juin 2009 à Libreville. Il est un établissement privé d'enseignement supérieur à finalité professionnelle, fruit d'un partenariat avec la Fédération Européenne des Ecoles (FEDE).

L'Institut souhaite se tenir au plus près des problématiques et des évolutions des nouvelles technologies que rencontrent les professionnels. C'est pourquoi nos formations allient pratique et théorie, technique et création, nouveaux outils, cours fondamentaux et applications dans

les domaines du pétrole, de l'informatique, du marketing, du management, des douanes, de la finance et bien d'autres.

De plus, ISI est la première école privée au Gabon à former dans le pétrole et les mines. Dans le domaine du pétrole, l'essentiel de nos professeurs sont des Occidentaux ou des Africains souvent sortis de l'Institut Français du Pétrole (IFP). De ce fait, la qualité de nos enseignements ne souffre d'aucune ambiguïté.

Signalons que notre établissement ne reçoit pas que des étudiants locaux. Nous en avons aussi qui viennent de la sous-région, à l'exemple de la Guinée Equatoriale, du Congo, du Cameroun, du Tchad et même de Madagascar. Dans certains des pays cités, il n'existe pas de structure

permettant d'accompagner les étudiants dans des parcours qu'on trouve chez nous. De ce point de vue, ISI occupe une place non négligeable dans le paysage académique gabonais et au-delà.

Eco Gabon+ : Quelles sont les raisons qui ont poussé à la création de cet Institut ?

Trois raisons principales présidèrent à la création de l'ISI.

D'abord un élan patriotique. Plusieurs de nos compatriotes se retrouvent aujourd'hui dans des pays d'Occident et d'Afrique portés par des questions heuristiques qui sont souvent ou inopérantes pour notre pays ou simplement mal administrées et donc mal reçues par les dits compatriotes. A la fin, c'est le contribuable qui paie pour des formations inadaptée, inopérantes, insuffisantes sans compter que la fuite des cerveaux fait bon commerce. Donc aujourd'hui et grâce à ISI, de moins en moins de jeunes compatriotes quittent inutilement le pays.

Ensuite et sur la base d'une étude de marché, nous nous sommes rendu compte que le Gabon et certains pays qui ont prétention à être des pays émergents présentaient des problèmes de management. Ce qui nous a fait penser

que le management est un domaine à explorer et à peaufiner parce que existant avant nous. Il fallait également proposer au paysage académique gabonais une manière de faire les choses, une autre vision des choses. En clair, explorer d'autres paradigmes.

Enfin, et nous fixant toujours sur notre étude de marché, nous nous sommes bien rapidement rendu compte de ce que l'environnement industriel était le parent pauvre parce que souffrant d'un déficit criant en personnels formés de haut vol. C'est pour cette raison qu'il y a justement le deuxième "I" renvoyant à l'Ingénierie et formant avec le premier (Institut) les deux piliers d'une formation se voulant avant-gardiste.

Eco Gabon+ : Combien d'heures de cours sur une année académique ?

Nous pratiquons le système 3-5-8 communément appelé système LMD pour Licence, Master et Doctorat. Pour ce faire, nous offrons un volume de six cents (600) heures de cours à nos apprenants par année académique.

Eco Gabon+ : Quels sont les diplômes délivrés par l'ISI ?



...dans le cadre d'un partenariat Ecole-Entreprise

Nous proposons à nos apprenants en formation initiale ou continue deux (2) types de diplômes, à savoir le Bachelor (Bac+3) et le Master (Bac+5) qui sont reconnus par l'ambassade de France au Gabon et par le gouvernement gabonais. Cette co-diplomation est le résultat de notre réseau de partenariats dynamiques, avec notamment la France via la Fédération Européenne des Ecoles (FEDE). Ce réseau est aujourd'hui en train de s'étendre avec le Canada et la Russie.

Eco Gabon+ : Taux de réussite ?

S'agissant des taux de réussite, nous ne pouvons donner ceux de cette année car de nombreux étudiants en fin de cycle sont en train de soutenir leurs travaux universitaires (mémoires et rapports de stage). Nous pouvons vous répondre avec exactitude plutôt sur l'année académique 2013-2014, où nous avons enregistré un taux de réussite de 83.76% pour l'ensemble des étudiants inscrits.

Eco Gabon+ : Ministère et étudiants boursiers : quels liens ?

Depuis novembre 2012, l'Institut Supérieur d'Ingénierie est un partenaire stratégique de l'Etat dans la prestation de service d'enseignement, de formation et de recherche conformément au contrat de partenariat N°00646/MENESTFCJS qui a été co-paraphé par l'Etat, via le Ministère de l'Enseignement Supérieur, et l'Administration Générale de l'ISI. C'est pourquoi il ne serait pas osé de dire que nos rapports se portent au mieux à en juger notamment par les étudiants boursiers que nous, recevons et qui se plaisent chez nous ainsi qu'ils le disent chaque fois que l'occasion leur est offerte. D'autre part, les demandes pour intégrer l'ISI sont de plus en plus importantes. Pour cette année académique, nous avons par exemple délivré près de 4000 préinscriptions.

Les étudiants orientés chez nous ne sont

astreints à aucun autre frais que ceux relatifs à l'uniforme, à la mutuelle et à l'assurance informatique. Il est donc de bon ton de saluer les efforts de l'Etat à leur endroit.

Eco Gabon+ : Pourcentage des étudiants qui partent étudier à l'étranger ?

Le pourcentage des étudiants qui partent pour l'étranger est très faible. On le situe entre 2 et 5% selon les filières et pour les étudiants en fin de cycles. En milieu de cycle, on n'en enregistre pas qui veulent partir. Il faut dire que nos apprenants sont souvent une fois le stage obtenu gardés en entreprise. Plusieurs entreprises nous accompagnent aujourd'hui dans ce processus d'insertion professionnelle qui commence par le stage même si on doit reconnaître que l'année académique dernière a été fortement difficile et surtout s'agissant des entreprises pétrolières.

Eco Gabon+ : ISI Prime ?

Le "ISI Prime" est une offre de formation à distance et donc dématérialisée. Les apprenants qui le souhaitent (cadres, étudiants voulant valider un autre diplôme concomitamment, travailleurs) pourront s'y inscrire dès cette rentrée 2015-2016.

En clair, "ISI Prime" permet d'apprendre de n'importe quel lieu, se perfectionner dans son domaine et obtenir des diplômes universitaires tout aussi reconnus depuis une tablette ou un ordinateur.

Eco Gabon+ : Et la question des voyages et de leurs effets ?

Pour favoriser au mieux l'insertion professionnelle de nos apprenants, nous offrons des voyages de perfectionnement linguistique en Afrique du Sud (CapeTown), en Grande Bretagne (New Castle) et aux Etats-Unis (New York). Ces voyages ont pour visée principale

de rendre nos apprenants plus compétitifs en entreprise par la maîtrise de l'anglais courant mais aussi et surtout l'anglais de spécialité selon les parcours de formation innovants que nous proposons. En effet, très tôt, nous avons compris l'importance de la langue et notamment celle anglaise dans le processus d'un enseignement qui se veut achevé. D'autre part, les effets positifs de ces voyages sont fortement perceptibles en entreprises où nos étudiants

n'éprouvent alors aucune peine à s'exprimer dans un anglais courant et de spécialité quel que soit le domaine de compétence sollicité. Donc sans fausse modestie, nous pouvons dire qu'aujourd'hui la méthode ISI fonctionne !

Eco Gabon+ : Que pensez-vous du système éducatif gabonais ?

Le système éducatif gabonais n'est pas le plus à plaindre en Afrique au Sud du Sahara. Selon les statistiques de l'UNICEF, le Gabon est l'un des pays de l'Afrique subsaharienne avec un taux de réussite au primaire de 98% pour les garçons et 96% pour les filles. Contrairement aux pays de l'Afrique de l'Ouest tel que le Mali où on tombe dans des taux très bas de 18 et 25%.

Des efforts sont consentis par les hautes autorités de notre pays qui ne sont pas à négliger. Cependant, notre système éducatif souffre de ne pas être fils de son temps : c'est-à-dire que le Gabon a pour modèle la France qui, elle, a pour référence le Canada. Ce qui nous amène à dire que les systèmes éducatifs actuels sont changeants et doivent sans cesse évoluer. Celui du Gabon ne doit pas être en reste. Il doit accorder une place centrale aux TIC et faire davantage confiance au secteur privé.

FORMATION - VENTE ET INTEGRATION LOGICIELS DE GESTION

Expertisc' propose depuis plus de cinq ans aux entreprises des :

Formations	Logiciels de gestion
- initiation et perfectionnement en Bureautique(Excel,Word,Powerpoint) - logiciels de Comptabilité, Paie, Gestion des stocks... - renforcement de compétences dans divers métiers	GAPAIE (Traitement des Salaires et gestion administrative du personnel) AGE (Suivi et Contrôle Budgétaire) Lineopos (pour la Caisse) HOTIX (gestion hôtelière) GESTOFI (gestion des officines pharmaceutiques)

Partners

Localisation : Galeries des jardins d'ambres face à Mbolo
Tel : 02.91.99.21 / 05.33.18.01 e-mail: plusexpertise@gmail.com

SOUTENANCE 2015 : Thèse de doctorat

« L'exploitation du fer et de l'or dans la province de l'Ogooué-Ivindo »

Pour défendre sa thèse de doctorat, soutenue le 15 juin 2015 à l'Université Omar-Bongo, le Gabonais Boris Mbomo a expliqué qu'il a fait une analyse comparée de trois modes d'exploitation des minerais, la métallurgie ancienne, le travail de l'or (qui est informel), et le projet étatique de mise en exploitation industrielle du fer. Et il est arrivé à la conclusion que le mode d'exploitation le plus ancien paraît le plus conséquent. Son directeur de thèse était le Pr Raymond Mayer, président de l'Université Franco-Gabonaise Saint-Exupéry.

La Rédaction

Economie Gabon + : Pouvez-vous nous faire un résumé de votre thèse ?

Dr Boris Mbomo : J'ai fait une analyse comparée de trois modes d'exploitation des minerais, la métallurgie ancienne, le travail de l'or (qui est informel), et le projet étatique de mise en exploitation industrielle du fer. Il s'agissait de lier les interactions présentes sur le terrain, de dire comment les hommes se comportent vis-à-vis de ces différents modes d'exploitation. Nous sommes arrivés aux conclusions que le mode d'exploitation le plus ancien paraît le plus conséquent. Parce que, il parlait de l'exploitation du minerai jusqu'au produit fini.

Par conséquent, les populations en jouissaient pleinement, tandis que le mode d'exploitation intermédiaire, c'est-à-dire celui de l'or et du fer que l'Etat veut engager nous semble incomplet parce qu'il y a comme un flou dans l'organisation de leur exploitation. Il faut aussi préciser que c'est généralement une exploitation de ressources qui seront exportées à l'état brut vers l'extérieur. Il était aussi important pour nous, en tant qu'anthropologue, d'étudier le rapport qu'ont les populations autochtones avec les métaux tels que le fer et l'or. Quelle est l'utilisation qu'ils en font ? Quelle est la mystique autour de ces métaux ? Quelles sont les différentes croyances que les populations ont vis-à-vis de l'or



Boris Mbomo devant son jury de soutenance.

et du fer ? Quelle représentation se font-ils de ces métaux ?

EG+ : Comment expliquez-vous le fait que, une région potentiellement riche en fer, en cuivre et en or comme l'Ogooué-Ivindo, reste cependant la province la moins avancée du pays ? Comment explique-t-on ce paradoxe du point de vue anthropologique ? Cette question peut-elle permettre de comprendre la situation du pays ?

Ce que vous dites, c'est une réalité qui est observée. Il faut revoir l'organisation du pays depuis les indépendances jusqu'à nos jours. Est-ce que la politique minière

du pays est lisible partant de la lecture du code minier ? C'est un questionnement qui reste véritablement entier et c'est à chacun d'en tirer les leçons. Est-ce que les textes qui régissent le pays sont lisibles ? On peut généraliser la question, et le cas de Belinga, qui a fait l'objet de mon étude, n'est pas insolite. On pourrait s'interroger sur les Tékés, les Nzebi avec le manganèse, l'uranium, les populations oroungou, nkomi avec le pétrole. Sont-elles les plus riches ? La région de Gamba est l'une des régions les plus difficiles d'accès, pourtant le pétrole est exploité depuis plus de 50 ans. Le constat est malheureusement le même.

Conseil National de la Jeunesse du Gabon (CNJG)

Éveil et engagement citoyen des jeunes via le leadership

Le Conseil National de la Jeunesse du Gabon (CNJG) en collaboration avec le Réseau des Jeunes pour les Forêts d'Afrique Centrale (REJEFAC) et d'autres partenaires au développement a abrité en août dernier à Libreville, un séminaire de formation à l'endroit des acteurs de la société civile gabonaise et des mouvements associatifs sur le thème : « Montage et gestion efficace des projets ».

Par Sheryl Ze

« L'éveil et l'engagement citoyen des jeunes par le leadership », tel était l'un des messages véhiculés par la jeunesse gabonaise lors de la Journée mondiale de la jeunesse célébrée le 12 Août dernier au siège du Conseil National de la Jeunesse du Gabon (CNJG), en présence du Ministre de la Jeunesse et des Sports et d'autres invités. Plusieurs jeunes y ont également reçu des distinctions dont les prix «*Flammes de la jeunesse*», remportés par Geo ffroy Fom-boula Libeka de l'ONG Educaf et par Inge Tack, la directrice pays de l'ONUSIDA pour leur participation active au développement du Gabon.

C'est dans cet élan permettant d'affirmer la volonté des jeunes à prendre part au développement de leur pays que le Conseil National de la Jeunesse du Gabon, en partenariat avec le Réseau des Jeunes pour les Forêts d'Afrique Centrale (REJEFAC) et d'autres acteurs au développement de projets, a abrité un séminaire de formation sur le « Montage et le Management efficace des projets », du 13 au 15 août 2015 à son siège, à Libreville.

Objectif et parties prenantes à la formation

Le séminaire de formation sur le montage et la gestion des projets a été initié dans le but de renforcer les capacités des jeunes leaders et toutes les parties prenantes au développement des projets associatifs, en vue de favoriser une meilleure organisation de leurs structures et leur participation active et responsable à la gestion durable des écosystèmes forestiers d'Afrique Centrale.

Au bout de trois jours d'échanges, les participants ont acquis des connaissances diverses basées sur les techniques d'enquêtes sur le terrain à l'aide d'outils de nouvelles technologies de l'information, au cours des ateliers animés par M. Mahamadi Rouamba, Directeur Général de la Société Ticanalyse.

L'exercice pratique a consisté en l'examen du phénomène de l'érosion sur le littoral au cours d'une sortie de terrain dans la zone nord de Libreville, au lieu-dit « AKOUAN-

GO VILLAGE ». Les participants ont pu collecter et ensuite analyser automatiquement les données recueillies à partir d'une application préalablement installée dans leurs téléphones mobiles. S'agissant du management des projets, l'expert en marketing M. Moumouni Ouedraogo, de l'ONG française GRET a expliqué comment élaborer le budget et effectuer le recrutement du personnel nécessaire à la réalisation d'un projet.

Une aventure de jeunes décidés à prendre leur histoire en main

A l'issue de cette formation, les participants ont exprimé leur satisfaction pour les connaissances acquises et ont dit être désormais plus aguerris pour l'élaboration et le management d'un projet respectant les normes exigées par les bailleurs de fonds nationaux et internationaux. « Cette formation vient renforcer nos capacités en nous permettant d'examiner et d'amé-

liorer notre organisation bien que nous soyons déjà en fonction... »

L'organisateur et formateur, expert en environnement de l'ONG GLOBE VERT INTERNATIONAL, Rachid Tcheou n'a pas manqué de préciser son dévouement à l'encadrement de ces jeunes qui ont désormais tous les outils en main pour la réalisation et le financement de leurs projets. « Nous nous engageons à vous accompagner dans la réalisation de vos projets car vous avez un grand potentiel à exploiter », a-t-il déclaré.

Après avoir remercié tout le staff et particulièrement les formateurs, le vice-président du CNJG n'a pas manqué de préciser, avant de procéder à la remise des attestations que « c'est une histoire de jeunes qui s'engagent, c'est une aventure de jeunes qui ont décidé de prendre leur histoire en main, c'est une histoire de jeunes qui ont décidé de construire le Gabon ».

Planète Start-Up

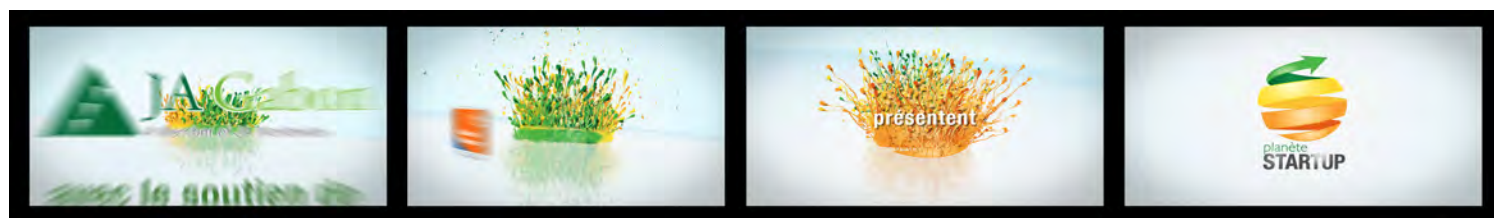
Développer énergie et moyens pour promouvoir l'entrepreneuriat chez les jeunes Gabonais

Au sens large du terme, il s'agit de montrer quels sont les mécanismes mis en place, aujourd'hui au Gabon, pour développer chez le jeune, une « Can do Attitude », c'est-à-dire réveiller son génie créateur en lui donnant tous les outils nécessaires pour créer et gérer une entreprise.

La Rédaction

L'objectif visé par Planète Start-Up est de développer la création et l'innovation afin de contribuer à la croissance économique du pays via la création d'une multitude de PME et TPE. En effet, après le succès de l'édition du Grand Prix de l'Excellence 2014, JA Gabon envisage d'utiliser le vecteur télé, en créant une série d'émissions afin de communiquer sur les étapes de création d'entreprise et des moyens consacrés à l'entrepreneuriat au Gabon, au travers du prisme de l'incubateur national JA Business Innovation LAB.

Planète Start-Up ambitionne d'encourager les jeunes Gabonais à suivre les programmes et la vie de l'incubateur grâce à une présentation des incubés, des futurs patrons, des avantages de l'incubateur, du parcours de réussite des jeunes incubés. Ce programme devra permettre aux jeunes Gabonais de suivre les jeunes incubés dans l'apprentissage du métier d'entrepreneur, de recevoir des informations pertinentes et des conseils et surtout de s'imprégner des clés pour la création et la bonne gestion de l'entreprise au Gabon.



Une minute pour donner envie de devenir entrepreneur

L'autre partie du programme est consacrée au suivi des lauréats du Grand Prix de l'Excellence 2014 afin de les arrimer au modèle de construction de leur projet qui leur a valu d'obtenir ce Grand prix. Par le factuel, Planète Start-Up se propose de montrer aux téléspectateurs gabonais, en particulier les jeunes, comment ces lauréats construisent leur projet d'entreprise grâce aux valeurs du courage, de l'esprit d'entreprise ou mieux de la culture d'entreprise qu'ils ont reçue et de l'esprit d'abnégation. Il s'agit en réalité d'un programme initié pour créer une émulation et donner envie aux jeunes Gabonais de suivre la même voie, c'est-à-dire d'entreprendre.

L'émission comprendra 40 programmes quotidiens d'une minute et cela du lundi au

vendredi durant deux mois, afin de réussir une immersion des jeunes dans la vie des jeunes entrepreneurs locaux. Chaque émission sera conçue comme un journal de bord de la journée avec des reportages ponctués de courtes interviews comme dans la télé-réalité (face à la caméra) afin de faire vivre aux téléspectateurs les émotions des principaux acteurs des reportages.

Si le contenu du monde de l'entrepreneuriat est sérieux, les concepteurs de Planète Start-Up (Agence ID Group) souhaitent que la forme et le ton des émissions soient dynamiques, parfois drôles, engagés et accordant une grande part à l'émotion. C'est dans ce contexte que le style et le rythme des reportages seront vifs, avec une accroche visuelle forte et divertissante. L'objectif visé est de séduire et fidéliser toutes les tranches d'âges comme dans les télénovela et les bandes dessinées, et de donner

envie à une personne non sensibilisée à l'entrepreneuriat de suivre l'émission. Un soin particulier sera accordé à l'identité visuelle et sonore de l'émission. La priorité de Planète Start-Up est de capter l'audience nationale (la population gabonaise dans son ensemble, et en particulier les jeunes, potentiels entrepreneurs de demain) et la diaspora gabonaise. Gabon Télévision sur bouquet Canal+ diffusera les émissions relayées quotidiennement sur le web : YouTube, Facebook, Twitter, Blog du site JA Gabon. Allez les jeunes, l'émission a été conçue pour vous. Appropriiez-vous là !

Diffusion du lundi au vendredi sur Gabon Télévision, Téléafrique et 3A Télésud, juste avant le JT de 20h.

Reprise des émissions sur le web : YouTube, Twitter, Blog du site JA Gabon
www.jagabon.prg



dès le

7

SEPTEMBRE

vous présentent



planète
STARTUP

ID GROUP
production

L'ENTREPRENARIAT AU GABON, UNE RÉALITÉ !

Sur GABON TELEVISION

et téléafrique

du lundi au vendredi
avant le JT de 20h

JA Gabon
A Member of JA Worldwide

FACO CONSTRUCTION ARRIMÉE AU SYSTÈME SUISSE DE FORMATION DUALE

Créer de la valeur ajoutée et multiplier les emplois à travers l'apprentissage

Ce système suisse de formation duale offre l'opportunité aux apprentis d'être recrutés dans n'importe quelle entreprise de la profession du secteur de la filière bois. Mieux, il est offert à l'apprenti la possibilité d'accéder à une formation de haut niveau en ingénierie, en technicien supérieur et en chef d'équipe. Enfin, la formation professionnelle aux métiers de la filière bois a un impact important en valeur ajoutée.

Par Dr Neltoth

Le Gabon est un pays riche en bois, un produit dont la valeur ajoutée augmente lorsqu'il est transformé sur place plutôt qu'exporté sous forme de grumes. Une transformation locale du bois permet en outre de créer des places de travail mais nécessite cependant du personnel qualifié ainsi qu'un savoir-faire spécialisé. Au regard de l'expertise et l'expérience dont la Suisse dispose dans le domaine de l'économie du bois, mais aussi dans celui de la formation professionnelle duale, nous avons eu un entretien ouvert avec M. Hans Fahrni, président-directeur général de FACO Construction, située dans la ZI d'Oloumi et constituée d'un effectif de 120 employés au sein duquel sont intégrés trois jeunes Gabonais actuellement

en apprentissage dans le domaine du bois. Une formation en entreprise qui s'inscrit dans le cadre des formations initiales duales qui encouragent l'intégration professionnelle des jeunes Gabonais et qui correspondent aux besoins du secteur privé en professionnels polyvalents bien qualifiés. Depuis la mise en pratique il y a trois ans du système suisse de formation duale, six apprentis ont été formés et sont en formation en entreprise au sein de FACO Construction.

« Il s'agit d'un transfert de savoir entre la Suisse et le Gabon »

Pour parvenir à une meilleure adéquation



Mr Hans FAHRNI, PDG FACO

tion entre les besoins du marché du travail avec les cursus de formation dans le domaine du bois, le Gabon a décidé d'introduire de nouvelles formations, de former des formateurs et d'accompagner les responsables gabonais dans la mise en place d'un système de formation professionnelle duale. Un transfert du savoir-faire suisse, consigné dans une convention de partenariat signée en 2011, entre l'État du Gabon, le Canton de Berne et la Haute école spécialisée bernoise afin d'introduire des filières d'apprentissage (en partenariat avec les écoles et les entreprises), et de

créer une école technique supérieure à Boué.

FACO Construction bientôt certifiée ISO 9001

La société FACO Construction, créée il y a 25 ans (1990) par Hans Fahrni, s'est appropriée le système de formation professionnelle duale, en intégrant dans les différents pôles autonomes mais complémentaires de son activité multicarte, pour une formation professionnelle améliorée des jeunes Gabonais aux fins d'une meilleure adéquation avec les besoins du marché. Un système d'apprentissage en entreprise qui vise à réduire le chômage des jeunes et à promouvoir l'initiative économique. L'ambition justifiée et louable du président-directeur général de FACO Construction est d'offrir des produits et des services de qualité et haut de gamme avec un capital humain qualifié (ingénieur, architecte et ouvriers qualifiés et spécialisés), performant, discipliné et rigoureux. Le futur d'une entreprise, dira-t-il, c'est la qualité de son capital humain. « Il faut toujours être le meilleur, c'est notre démarche qualité à FACO Construction.



Créée en 1990
aujourd'hui l'un des
leaders au Gabon dans
le domaine de la construction

Zone Industrielle Oloumi B.P. 1110 Libreville Gabon
Tél.: +241 01 72 08 30 / 06 40 04 66
Email : contact@faco-construction.com
Site web : faco-construction.com










Bâtiment

Menuiserie
Ebénisterie

Vitrerie

Faux plafonds
+ cloisons légères

Quelques unes
de nos références








Une transformation locale du bois permet de créer des places de travail...

Cela nous oblige à aller au-delà du quotidien », souligne-t-il. Une ambitieuse démarche qualité dont le résultat sera l'obtention en fin d'année 2015 du Certificat en qualité ISO 9001. Une récompense méritée pour une des rares entreprises africaines à obtenir, au regard de la complexité de son activité, ce prestigieux certificat ISO 9001.

Cette ambition ne s'arrête pas seulement à la certification de FACO Construction mais elle constitue une émulation, une motivation pour aller à la conquête du marché sous-régional en mettant à profit son savoir-faire. Déjà FACO Construction a mis en évidence son savoir-faire au Congo, en Guinée Equatoriale et au Cameroun. Mais pour conquérir le marché de l'Afrique Centrale, il faut que l'entreprise soit accompagnée d'une bonne conjoncture économique. Ce n'est malheureusement pas le cas et M. Hans Fahrni s'en préoccupe à juste titre. Toutefois, il repose tout son espoir sur la prochaine organisation par le Gabon de la CAN 2017 qui lui donnera un nouveau souffle grâce à l'appel d'offres du marché public pour tous les travaux qui vont être réalisés. Et FACO Construction, au regard de ses compétences reconnues et de sa référence en matière de performance technique et économique dans la profession, aspire à décrocher des marchés de gros œuvres, dans la menuiserie, ébénisterie et la vitrerie. En effet, soucieuse d'améliorer ses produits et services afin de répondre efficacement et ponctuellement aux exigences des clients, FACO Construction a réparti son activité en quatre grands pôles complémentaires qui sont le Bâtiment, la Vitrerie et Vitrerie d'Art, la Menuiserie et Ebénisterie, le Faux Pla-

fond et Cloisons légères.

Européens et étasuniens intéressés par le modèle suisse d'apprentissage

En termes de formation professionnelle, le président directeur-général de FACO Construction s'est appesanti sur le système suisse de formation duale qui a fait toutes ses preuves et qui intéresse aujourd'hui aussi bien les Européens notamment les Français que les Américains du Nord. « Le système de formation duale est simple parce qu'il intègre trois partenaires qui sont l'Etat gabonais, représenté par le ministère de la Formation professionnelle, le Canton de Berne et la Haute école spécialisée bernoise, l'entreprise en charge de la formation en entreprise de l'apprenti. Ces trois composantes élaborent un cahier de charges et un référentiel afin que le jeune Gabonais apprenne un métier de base en alternant une formation théorique dans un établissement technique ou technologique et une formation pratique en entreprise et non l'inverse. »

Ce système suisse de formation duale offre l'opportunité aux apprentis d'être recrutés dans n'importe quelle entreprise de la profession du secteur de la filière bois. Mieux, il est offert à l'apprenti la possibilité d'accéder à une formation de haut niveau en ingénierie, en technicien supérieur et en chef d'équipe afin de minimiser le terme péjoratif d'apprentissage. « Les meilleurs peuvent aller au-delà de l'apprentissage en intégrant une haute école des métiers du bois comme celle qui est en construction à Booué. Pour entrer dans cette école, nous avons envisagé de mettre la barre haut en exigeant le Bac professionnel dans l'Enseignement technique supérieur. Il faut aussi indiquer que cette formation en entreprise

a un impact social non négligeable dans la mesure où un jeune de 18 ans nanti d'un Bac professionnel en formation en entreprise termine sa période d'apprentissage au bout de trois ans, c'est-à-dire à 21 ans, devient un ouvrier qualifié productif et libre de tout engagement parental et étatique. Pendant l'apprentissage, il reçoit un salaire minimum qui va de 50.000 francs à 150.000 francs en sa troisième année d'apprentissage. Au terme donc de son apprentissage, il peut s'autonomiser et s'assumer pleinement et nous, non seulement nous réduisons le chômage des jeunes, mais nous leur inculquons les règles de base et la discipline au travail », explique Hans Fahrni.

Une centaine de jeunes Gabonais actuellement en apprentissage

Bien plus, depuis que le Gabon mise sur la diversification de son économie dominée par le pétrole et favorise le développement de branches économiques « vertes », la transformation des grumes en sciages, planches ou autres produits bois, la formation professionnelle aux métiers de la filière bois a un

impact important dans la valeur ajoutée. « Un homme ou une femme bien formé est qualifié pour transformer les grumes en produit semi-finis ou finis c'est-à-dire du premier degré au dernier degré de transformation.

« La transformation d'une bille de bois à un meuble est un facteur de multiplication par 13 fois la valeur ajoutée de bois tropicaux exportés sans être transformés. »

Quand on prend le montant de l'exportation de grumes avant 2010, la recette issue de l'exportation des grumes a été d'environ 150 milliards de francs CFA. Alors que si nous inversons la tendance via l'exportation du bois transformé jusqu'au dernier degré de transformation, le coefficient de valeur ajoutée à un produit fini est de 10 à 15 sa valeur en bille exportée. Ce qui signifie effectivement qu'avec la même quantité d'arbres abattus, on pourrait faire une recette de 1500 milliards CFA de francs CFA si l'industrie est bien implantée et valorisée et le personnel bien formé.

Ce qui donnera un revenu de 1.500 milliards de nos francs, à peu près ou plus de ce que l'industrie pétrolière apporte au Gabon. En termes d'emploi, nous pouvons substituer les métiers du bois à la filière pétrolière, les 1.500 milliards de francs permettront de créer environ 350.000 emplois, soit 25% de la population dans la transformation du bois, étant entendu que le secteur de la forêt a toujours été le premier employeur au Gabon. Cependant, il n'y aura pas assez de Gabonais pour créer cette industrie du bois afin de renverser la tendance actuelle de domination du secteur pétrolier et récemment du secteur des services. C'est un vecteur économique très important à prendre en considération dans la stratégie de diversification de l'économie gabonaise », conseille Hans Fahrni. Une centaine de jeunes Gabonais sont actuellement en apprentissage de scieur, menuisier, charpentier et mécanicien de maintenance de machines au Gabon.



...mais nécessite cependant du personnel qualifié.

Ouvrage

Les apports de la flore locale

Quentin Meunier, de Nature +, Carl Moumbogou, de WWF-Gabon, et le Pr Jean-Louis Doucet, pour Gembloux Agro-Bio Tech (faculté de l'université de Liège en Belgique), sont les trois mousquetaires et éminents défenseurs de la conservation et de la gestion durable des forêts tropicales. Ils se sont tous investis dans l'écologie forestière et la gestion durable des forêts d'Afrique Centrale, et comme bonne preuve de leurs loyauté et amour pour ces forêts potentiellement riches en produits ligneux et non ligneux, ils ont produit cet ouvrage qui a été réalisé lors de la mise en œuvre du projet DACE-Fl-2, financé par l'Union Européenne.

La Rédaction

La forêt gabonaise comprend plusieurs centaines d'espèces d'arbres. Une poignée est très connue, beaucoup le sont nettement moins, et certaines sont encore anonymes. Ce guide réalisé pour la postérité vous amène à la découverte de 37 familles botaniques et de 225 espèces, dont plus de 140 sont illustrées. Il vous permet de les identifier et de mieux les connaître à l'aide de schémas simples et de près de 1 000 photographies de détails botaniques en couleur. Pour les plus expérimentés, de nouvelles données concernant l'écologie permettront de consolider leurs connaissances. L'objectif de cet ouvrage est le partage et la vulgarisation des connaissances, afin que les agents des administrations en charge des forêts, tout comme les exploitants forestiers ou encore les populations locales, puissent mieux comprendre et gérer ces essences utiles. Il pourra aussi se glisser dans la poche des randonneurs et des naturalistes, qui seront en mesure de reconnaître et de nommer plus facilement ces arbres précieux de la forêt gabonaise.

L'origine des premiers guides floristiques du Gabon

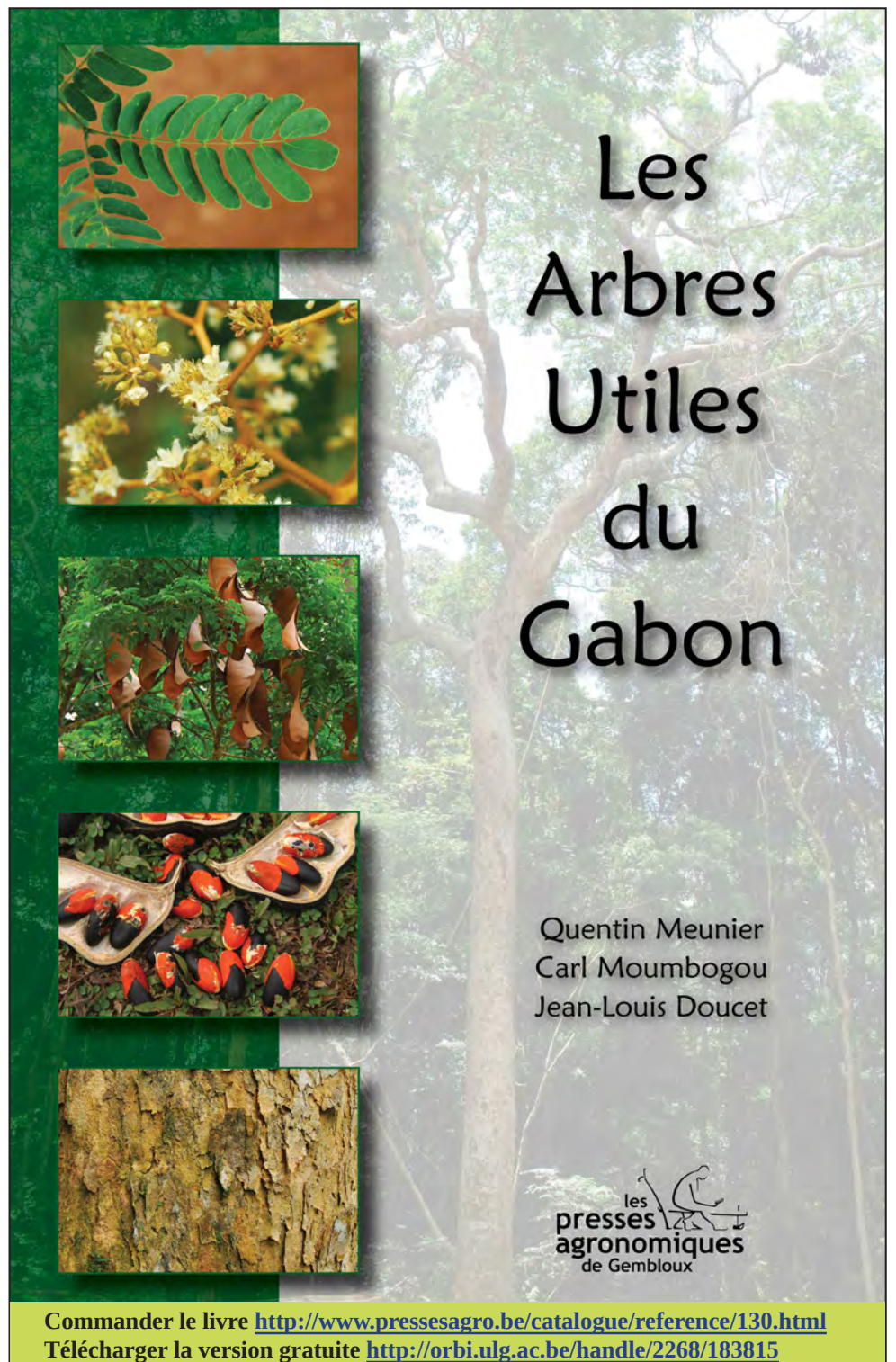
La forêt gabonaise occupe depuis des décennies une place centrale dans la vie des communautés qui la côtoient, des industriels qui la gèrent et des administrations qui la régulent. Omniprésente sur le territoire, recouvrant plus de 80% des terres, elle est un bloc solidaire du grand complexe forestier d'Afrique Centrale. Au centre des préoccupations politiques, économiques et sociales, la forêt gabonaise a toujours suscité un intérêt particulier. Dès la fin du XIXe siècle, scientifiques et botanistes se sont penchés sur la flore gabonaise. C'est en 1943 que paraît la première œuvre majeure, rédigée par H. Heitz, qui laissa d'ailleurs son nom à plusieurs espèces. Son ouvrage intitulé "La forêt du Gabon" reprend déjà, sous un angle majoritairement forestier, les essences de prédilection que renferment les différentes formations végétales du pays. En 1963, sa publication fut reprise et complétée sous le même nom par G. de Saint Aubin. Celui-ci confirme l'intérêt porté aux essences ligneuses du Gabon dont l'exploitation s'intensifie peu à peu. Aux côtés de l'okoumé, essence phare de l'industrie forestière, plus de 150 autres espèces sont citées et leurs principales caractéristiques mises en avant.

Dans le même temps, un grand travail d'ethnobotanique fut entrepris par A. Raponda-Walker, qui signa avec R. Sillans en 1961 une référence majeure de la littérature dédiée à la flore du pays : "Les Plantes utiles du Gabon". Une nouvelle dimension entre en compte, celle de l'interaction étroite entre l'Homme et la Forêt. Les auteurs mettent en avant un grand nombre d'essences, et pour la première fois des arbustes et des lianes qui ont une importance notoire pour les populations locales. Si cet ouvrage ne couvre toujours qu'une part restreinte de la biodiversité du pays, il permet néanmoins une prise en compte des potentiels et des différentes formes de richesse qui émanent de la forêt.

Paraît la même année le premier tome de ce qui s'imposera comme la référence botanique majeure du pays : "La Flore du Gabon". Aujourd'hui composée de 45 volumes, elle donne une description extrêmement précise des espèces regroupées en familles. De nouveaux tomes en cours de préparation viendront compléter les nombreuses publications relatives aux descriptions de nouvelles espèces, souvent reprises sous les termes évocateurs de "Novitates Gabonenses". Ces ouvrages techniques et scientifiques fournissent une vue de plus en plus exhaustive de la biodiversité gabonaise mais restent pour la plupart peu accessibles aux populations, aux forestiers, aux gestionnaires ou plus récemment aux touristes. Il faut attendre 1996 et 2000 pour voir apparaître les premiers guides, respectivement le "Guide de la végétation de la réserve de la Lopé" (L. White et K. Abernethy) et le "Guide pratique d'identification : les arbres de la Guinée Equatoriale" (C. Wilks et Y. Issembé). Ce dernier, bien que non initialement écrit pour le Gabon, est de nos jours le principal ouvrage utilisé sur le terrain, du fait d'un nombre important d'espèces communes aux deux pays.

La nécessité de mieux connaître et de maîtriser la ressource

Au début des années 2000, se sont multipliées les initiatives visant à étudier plus en profondeur la dynamique et l'écologie forestières. L'appauvrissement des peuplements en okoumé, essence exploitée depuis près d'un siècle, et la diversification des marchés poussent également les gestionnaires forestiers à considérer de nouvelles espèces. Il



Commander le livre <http://www.pressesagro.be/catalogue/reference/130.html>
Télécharger la version gratuite <http://orbi.ulg.ac.be/handle/2268/183815>

devient important de mieux connaître le potentiel d'essences jusque-là marginales et de maîtriser les propriétés technologiques de leur bois. Il en est de même de leurs usages à des fins autres que le bois d'œuvre. Il s'agit d'un enjeu majeur pour les communautés rurales qui, elles aussi, entrant dans une ère de promotion et de valorisation des filières forestières, sont invitées à mieux gérer la ressource.

La politique forte du gouvernement gabonais, qui vise à garantir une exploitation durable des ressources forestières sur la majeure partie de son territoire, implique que les acteurs des filières soient munis d'outils plus précis de gestion, dont la première étape est une meilleure connaissance du milieu et des essences qui le composent. Cet impératif de gestion raisonnée ne doit pas concerner que la chaîne industrielle du secteur bois, mais bien l'ensemble des acteurs qui interagissent avec la forêt. La récente création des premières forêts communautaires gabonaises en est un exemple concret. La mise en place de ce nouveau mécanisme de gestion, qui entend allier respect des cultures, promotion des traditions et développement économique, a pour trame de fond la durabilité.

Aussi, ce guide a pour ambition d'accompagner ces nombreux acteurs,

aussi différents qu'ils soient, en proposant des points d'entrée variés : des propriétés du bois et de ses usages à l'écologie et au comportement des espèces, jusqu'aux utilisations locales. Près d'un millier de photos couleurs détaillées et la compilation de plus de 1200 noms locaux devraient permettre aux plus novices de se familiariser avec les essences les plus utiles rencontrées en forêt gabonaise.

L'ouvrage présente ainsi une description de 37 familles botaniques et de près de 140 espèces d'arbres. Bien qu'un soin attentif ait été porté à l'utilisation d'un vocabulaire simple, certains termes restent peu usuels et ont été repris dans un glossaire. La description de la méthodologie employée par les auteurs, ainsi qu'un guide aux lecteurs succèdent à cette introduction, ils devraient vous donner toutes les clés pour optimiser l'utilisation de l'ouvrage.

Bien que largement incomplet devant l'extraordinaire richesse spécifique des forêts, ce guide devrait vous apporter les bases pour identifier et reconnaître les arbres majeurs du pays. Des simples marcheurs de la forêt de la Mondah aux prospecteurs des concessions forestières et des forêts communautaires, nous espérons que ce guide vous apportera satisfaction, et suscitera intérêt et curiosité pour la flore du Gabon.

Rapport WWF 2015

L'avenir écologique de l'Afrique fait de la célébration et de la durabilité des ressources naturelles une pièce maîtresse pour le développement durable

Alors que l'Afrique subit une trajectoire de plus de 5% dans les deux dernières décennies, avec des perspectives de croissance indéniables, le Rapport remet en question, à juste titre, la mesure par laquelle ces efforts peuvent avoir un impact sur les moyens de subsistance et de sortie de millions de personnes de la pauvreté. Le Rapport WWF 2015 reconnaît cependant l'importance du riche écosystème du continent et la possibilité du développement économique qui peut s'ensuivre.

Source : Bureau régional du WWF pour l'Afrique. www.panda.or

Bien que l'Afrique s'inspire de la production mondiale et de ses modèles de consommation, il existe des preuves irréfutables pour suggérer que l'impact sur ses systèmes écologiques étouffera la qualité de vie des Africains. Il y a une préoccupation croissante sur les points de nexus de ressources sur le continent, au regard des chevauchements dans le plan de développement des infrastructures et les actifs de la biodiversité d'une valeur inestimable. WWF, en collaboration avec la Banque africaine de développement, a lancé une étude sur le devenir écologique africain de grande envergure, en marge de la 50e Réunion annuelle de la Banque africaine de développement (BAD) à Abidjan. Le rapport qui en sort est une publication de référence du projet Futurs écologiques africains, une initiative de l'Office régional du WWF pour l'Afrique et financé par la BAD. Le projet vise à fournir une croissance durable qui répond à l'érosion de la base écologique de l'Afrique.

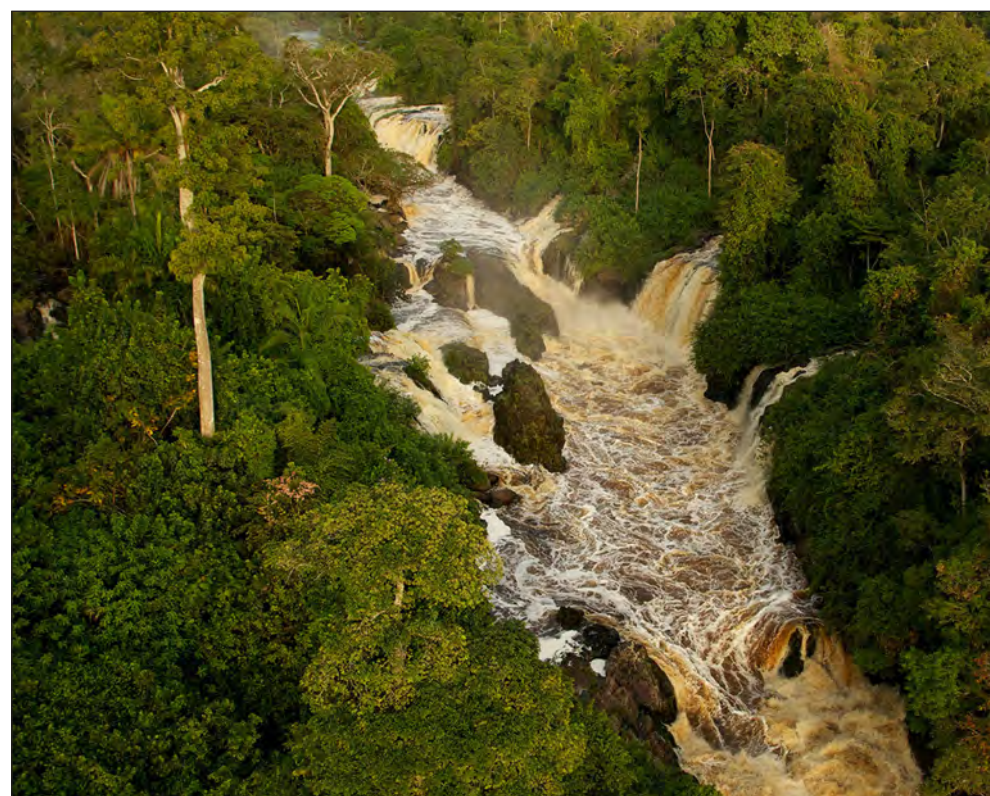
Engager les gouvernements, les citoyens et les décideurs africains

Le rapport engage les décideurs clés à travers l'Afrique dans un processus visant à identifier et interroger l'avenir éco-

logique et environnemental de l'Afrique. Il présente les pressions environnementales et identifie les scénarios émergents comme un moyen d'engager les gouvernements africains, les citoyens et les décideurs dans un processus d'examen des implications sociales, économiques et environnementales des trajectoires potentielles inhérentes pour le continent aujourd'hui.

« L'Afrique a une base de ressources naturelles énorme et diversifiée ainsi qu'un écosystème riche adapté pour le développement économique. La croissance économique de l'Afrique est déjà une histoire mondiale, et qui devrait le rester au cours du 21e siècle. Comme le continent englobe l'amélioration des perspectives de croissance dans les prochaines décennies, nous avons besoin d'interroger la mesure par laquelle la croissance de l'Afrique contribue à l'amélioration des moyens de subsistance et à la réduction de la pauvreté, ainsi qu'à sa durabilité globale », a déclaré M. Donald Kaberuka, ancien président de la BAD.

Ce rapport s'appuie sur le fait que les facteurs écologiques africains peuvent être fondamentalement modifiés par des décisions économiques et de développ-



ment. Analysant le développement durable de l'Afrique, M. Kaberuka a déclaré : « L'Afrique a le choix d'embrasser une approche plus durable de développement pour générer des avantages en termes de sécurité de l'environnement, de bien-être humain et de compétitivité. Les choix faits aujourd'hui au sujet de l'infrastructure, de l'énergie et de la production alimentaire vont transformer nos possibilités et options dans l'avenir. »

Dans son approche, le rapport présente une confluence de facteurs qui ont positivement impacté la croissance économique soutenue en Afrique dans le passé, qui peut maintenant, soit consolider les gains économiques, soit améliorer sa durabilité, soit compromettre le potentiel de croissance future en fonction des décisions économiques prises aujourd'hui par les pays africains.

Dans cette optique, M. Lambertini affirme que « L'Afrique est maintenant sur la rampe de lancement du développement économique durable à long terme. La question n'est plus de savoir si l'économie de l'Afrique va croître, mais, plutôt, quelle sera la nature de la trajectoire de développement en Afrique. L'Afrique suivra la voie bien foulée de développement écologiquement destructeur, ou, avec l'avantage des erreurs et des réussites des autres, l'Afrique va être en mesure de sauter ces économies et tracer une nouvelle voie de développement écologiquement durable et socialement inclusive ».

Grâce à un processus de planification de collaboration, quatre scénarios écologiques distincts pour l'Afrique ont été identifiés. Ils comprennent Going Global, Helping Hand, All Together et de bons voisins.

M. Lambertini a indiqué en outre que « nous devons accorder une attention particulière à la façon dont nous plani-

fions et mettons en œuvre des projets de développement à ces frontières écologiques vulnérables ».

En gros, les Etats africains sont au premier stade de la croissance économique et du développement, ce qui implique de mettre un lourd accent sur la construction et la mise en place des infrastructures liées à la fois à la production et à la consommation. Sur cette base, le rapport fait un point sur la compréhension de la notion de l'écologie lié au développement en Afrique et qui a une forte composante spatiale, reflétant ainsi l'intersection entre le développement des infrastructures terrestres et la sensibilité de l'écosystème. La dimension temporelle reflète, quant à elle, l'évolution des trajectoires de développement des pays et la transition du développement de l'infrastructure vers la gestion institutionnelle.

En plus de ces dimensions spatiales et temporelles de développement, la dotation en ressources sous-jacente d'un pays influe également sur les trajectoires de développement. Par exemple, les pays dotés d'importantes ressources minérales ont tendance à adopter une approche extractive alors que les nations avec de grandes quantités de terres arables ont tendance à devenir des économies agraires, et celles nanties de riches ressources se tournent vers la conservation et le tourisme.

Le rapport met un accent particulier, indépendamment de leur dotation en ressources, sur les économies les plus résilientes qui exigent une solide combinaison de souplesse institutionnelle, d'autonomisation socio-économique et de robustesse des infrastructures écologiques. La robustesse écologique constitue une base de ressources naturelles pour l'économie du présent et du futur.



L'Agence gabonaise d'études et d'observations spatiales (AGEOS)

LE CENTRE DE COMPÉTENCES EN TELEDETECTION DÉJÀ OPERATIONNEL

Le président de la République a visité, le mardi 30 juin 2015, le Centre de compétences en télédétection de l'Agence gabonaise d'études et d'observations spatiales (AGEOS) dédié au développement durable et à la surveillance de l'environnement. L'Agence gabonaise d'études et d'observations spatiales : terre, climat, homme (AGEOS TECH), est un outil de suivi et d'évaluation des forêts du Bassin du Congo. Très satisfait de l'achèvement de la construction de cette station d'acquisition d'images satellite, le chef de l'Etat a inauguré officiellement cet édifice à la fin du mois d'août dernier. Le Gabon, avec la construction de ce Centre de compétences, s'inscrit indubitablement « **dans un processus de gestion durable mais surtout raisonnée des ressources naturelles de son territoire** ».

Source : Presse présidentielle.



Le siège de l'AGEOS dans la ZESP à Nkok



Ali Bongo Ondimba à la Station AGEOS de Nkok

Observation spatiale du territoire national pour la gestion durable de l'environnement

Situé dans la Zone économique spéciale de Nkok, à vingt-sept kilomètres de Libreville, le Centre de compétences de l'AGEOS permettra au Gabon d'améliorer considérablement la qualité et la gestion du territoire et de ses ressources naturelles aux niveaux terrestre et maritime : en veillant sur le couvert forestier pour garantir la bonne affectation des terres et en s'assurant de la bonne utilisation de l'espace maritime aussi bien par les compagnies pétrolières que par les bateaux de pêche. Lutte contre la pollution et respect des aires maritimes protégées seront donc au cœur de cette surveillance de l'espace. Il s'agira aussi de contribuer à la mise en œuvre de la politique du gouvernement en matière de collecte, d'analyse et de mise à disposition des données issues de l'observation spatiale du territoire national pour la gestion durable de l'environnement, des ressources naturelles, de l'occupation des sols, de l'aménagement du territoire, ainsi que de la recherche et de l'innovation.

Infrastructure de haute technologie, l'antenne de réception directe du Centre de compétences en télédétection couvre un cercle de réception de 2 800 kilomètres englobant 23 pays africains, la totalité des forêts des bassins du Congo et de l'Ogooué, une partie des forêts de l'Afrique de l'Ouest et la totalité du golfe de Guinée. Le chef de l'Etat a pu constater « *en temps réel* » l'effectivité de la capacité d'observation de

la station spatiale de l'AGEOS. Outre les ingénieurs gabonais déjà à l'œuvre à Nkok, d'autres, actuellement en cours de formation, compléteront d'ici peu l'effectif de l'AGEOS.

Leader régional dans les services et les applications liés à la télédétection

Créée en février 2010, l'Agence gabonaise d'études et d'observations spatiales s'inscrit dans le cadre des deux composantes du projet du président de la République gabonaise, le Gabon vert et le Gabon des services. L'agence a pour missions :

- *L'élaboration et l'exécution d'une stratégie nationale d'observation spatiale ;*
- *La mise en place d'une infrastructure spatiale pour renforcer la sécurisation de la communauté internationale ;*
- *La mise en œuvre de programmes de développement d'observation spatiale en fonction de divers secteurs d'activité ;*

La production de données pour étudier et même prévenir les effets du changement climatique sur l'environnement.

En partenariat avec l'Institut de recherche pour le développement (IRD-France) et l'Institut de recherche spatiale (INPE, Brésil), l'Agence gabonaise d'études et d'observations spatiales ambitionne de devenir un centre de recherche, d'innovation et de développement dans la région. Dans ce contexte, les applications thématiques couvrent les domaines d'intérêts prioritaires identifiés par les partenaires du projet. Elles se déclinent dans le cadre de programmes de recherche impulsés et portés par l'AGEOS, dans des actions d'enseignement et de recherche en partenariat avec les institutions académiques et scientifiques, dans des activités de recherche & développement visant la mise au point de services opérationnels. Le développement des sociétés de services opérationnels autour de la station consolide l'ambition du Gabon de devenir un leader régional dans les services et les applications liés à la télédétection.



La station satellitaire de l'AGEOS à Nkok

UNE ALTERNATIVE DURABLE AUX SYSTEMES AGRICOLES TRADITIONNEL ET CONVENTIONNEL

Quelques caractéristiques de l'agriculture gabonaise

L'agriculture a une faible contribution dans le PIB du pays, les importations des produits alimentaires au cours de ces dix dernières années se situant entre 250 et 300 milliards de francs CFA/an. C'est une agriculture traditionnelle caractérisée par :

- L'itinérance sur brûlis, prédatrice de la forêt ;
- La non viabilité de ce système est accentuée par la perte de la matière organique sous forme de gaz carbonique (CO₂) ;
- Le faible taux d'utilisation d'intrants ;
- L'absence de matériel végétal sain et productif ;
- Une surface cultivée limitée ;
- L'absence d'une mécanisation agricole ;
- La pénibilité du travail (sarclage) ;
- La baisse de la fertilité des sols dès leur mise en culture ;
- La pression foncière autour des grands centres urbains (Libreville, Port-Gentil, Franceville...);
- Un marché potentiel à pouvoir ;
- Les jachères de longues durées (8 à 15 ans) permettent de régénérer la fertilité des sols.

En effet, ce système fonctionne quand la disponibilité foncière est suffisante et que les acteurs sont capables de parcourir des distances à la recherche de vieilles jachères. De plus, la pression faunique observée çà et là sur les aires cultivées compromet fortement le succès de nos jours de ces pratiques.

Dans ce système traditionnel, à titre indicatif, l'exploitant doit avoir 1 hectare cultivé pour au moins 8 hectares disponibles afin de pouvoir effectuer les différentes rotations.

Les systèmes traditionnels actuels ne permettent plus de lever ces contraintes et de répondre non seulement aux attentes des agriculteurs, mais aussi de couvrir les besoins alimentaires sans cesse croissants de la population gabonaise. Il faut donc proposer des alternatives durables capables de fixer les activités agricoles et dont les résultats économiques ainsi que l'efficacité du travail soient concurrentiels d'une activité rémunérée. Dans ce contexte, les systèmes de semis directs sur couverture végétale proposés par l'Institut Gabonais d'Appui au Développement (IGAD) contribueraient à sédentariser les agriculteurs afin de préserver l'environnement.

Proposition d'une agriculture durable

En réalité, le taux de matière organique dans le sol est la base de la production végétale. Un sol sans matière organique est un sol pauvre. La gestion de la fertilité d'un sol cultivé passe nécessairement par la gestion de sa teneur en matière organique.

Au Gabon, les élevages font défaut, en dehors des jachères naturelles de longues durées, la seule façon efficace d'apporter de la matière organique dans les parcelles de production vivrières est d'utiliser les plantes de couverture *in situ*. Pour ce faire, le *Bracharia ruziziensis*, le *Mucuna* et *Pueraria* sont les plantes de couverture qui peuvent être utilisées. D'autres plantes de couverture existent dans ce domaine. Avec ce système, l'exploitant a besoin d'un seul hectare en jachère améliorée de *Mucuna* ou de *Pueraria* pour effectuer ses rotations culturales.

Comment le SCV permet-il la sédentarisation de l'agriculteur ?

Après deux ans de culture de bananier sur couverture de *Bracharia* en bandes alternées, il suffit de faire un switch selon le schéma ci-dessus (basculement des bandes cultivées sur les bandes antérieurement non cultivées) et le cycle peut recommencer pendant deux ans avant de rebasculer. S'il y a infestation des maladies dans la parcelle au bout de 4 ou 6 ans, on peut laisser se reposer la parcelle un à deux ans.

Les SCV permettent une gestion durable des ressources naturelles. Ils assurent l'augmentation sinon le maintien de la productivité des sols. Ils permettent la séquestration du carbone et réduisent la pénibilité du travail parce qu'ils limitent le sarclage des cultures et ralentissent la fréquence d'abattage des arbres chaque année.



Sobraga | Les Brasseries du Gabon

Pionnier du développement durable au Gabon !

LE CHOIX DE LA DURABILITE

Plus de 80% de nos boissons sont conditionnées dans des bouteilles en verre consigné, plus écologique, et plus économique.

DES INVESTISSEMENTS PIONNIERS

La Sobraga a mis en place depuis 2013 des premières stations de traitement des eaux usées du pays.

L'INNOVATION AU SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT

Mise en place des nouvelles technologies brassicoles moins énergivores grâce à un plan d'investissement constant sur l'outil de production.

OBJECTIF 100% RECYCLE

Nos process innovants permettent le recyclage optimal de l'ensemble des déchets générés par notre activité en interne, et de développer des solutions de recyclage des emballages au niveau national.



Préservons notre environnement

Fédération Nationale des Associations des Personnes Handicapées du Gabon

Les personnes handicapées ont des droits reconnus et ne doivent pas faire l'objet de charité

Les personnes handicapées regroupées en association se sont retrouvées du 30 au 31 mai 2015 pour faire une meilleure lecture de la convention des droits des handicapés signée par le Gabon. Deux experts australiens venus de Suisse ont contribué à les aider à comprendre les tenants et les aboutissants de la convention. Régis Mihindou, président de la Fédération Nationale des Associations des Personnes Handicapées, nous a présenté les conclusions de cet atelier.

Par Simèon PAMBO

Economie Gabon+ : Quel a été l'objet de votre rencontre ?

Régis Mihindou : Le Gabon a ratifié en 2007 la convention relative aux droits des personnes handicapées et plus récemment le Protocole additionnel. Il était question pour nous de faire une meilleure lecture de cette convention. C'est dans ce contexte que nous avons fait appel à l'Alliance des personnes handicapées (I.T.A), pour concevoir ensemble un programme de formation qui nous a permis d'entrer au cœur de la convention, de le décortiquer et de l'appréhender dans son ensemble. Nous avions tendance à nous contenter de son existence alors que nous ne maîtrisons pas tous les éléments ou articles qui protègent nos droits. Aujourd'hui nous avons découvert des termes nouveaux. Nous avons découvert ce que c'est que la capacité juridique. Bien que notre code civil dispose de ce terme, nous l'ignorions. Au sortir de cet atelier, nous avons toutes les explications sur cette convention.

Au terme de ces deux journées, qu'est-ce que l'on peut retenir ?

Il est nécessaire pour nous de fixer nos priorités et de voir, sur le plan national, les acquis et ce qui n'a pas encore été fait, ainsi que ce que nous les personnes handicapées, les principaux bénéficiaires, pouvons tirer de cette convention et surtout des priorités que nous nous sommes fixées.

Le droit et non la charité

Quels sont les domaines d'application de vos priorités au sein de cette convention ?

Nous sommes pratiquement au point de départ. Il y a des initiatives, des programmes qui ont été conçus et nous nous sommes aperçus que ce n'est pas de l'application de nos droits inscrits dans cette convention qu'il est question, mais plutôt de charité de la part de ceux qui sont chargés de mettre en musique cette convention. Or, ce que nous voulons c'est l'application des droits des personnes handicapées contenus



Régis Mihindou, Président de la Fédération Nationale des Associations des Personnes Handicapées du Gabon

dans cette convention. Que ces droits nous soient reconnus. Nous espérons qu'à l'issue de cette formation, notre pays le Gabon, qui a ratifié en 2007 la convention relative aux droits des personnes handicapées, et plus récemment le Protocole additionnel, va s'engager à créer des organismes de mise en œuvre de la convention, des organismes de suivi mais en collaboration avec les personnes handicapées.

L'article premier de la convention relative aux droits des personnes handicapées du Comité des droits des personnes handicapées (C.R.P.D) du haut commissariat des Nations Unies aux

droits de l'Homme a pour objet de promouvoir, protéger et assurer la pleine et égale jouissance de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales par les personnes handicapées et de promouvoir le respect de leur dignité intrinsèque. Par personnes handicapées on entend des personnes qui présentent des incapacités physiques, mentales, intellectuelles ou sensorielles durables et dont l'interaction avec diverses barrières peut faire obstacle à leur pleine participation à la vie de la société sur la base de l'égalité des droits et des devoirs.

Infrastructure et migration : prévention ou réaction ?

La Banque africaine de développement en marche aux côtés de l'AFIDEP

Comment qualifier la pire crise migratoire jamais survenue depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, avec des centaines de milliers de migrants qui affluent du Moyen-Orient et d'Afrique à la recherche d'un refuge en Europe ? En 2014, les côtes italiennes à elles seules ont vu débarquer 170 000 migrants. Avec l'accentuation du mouvement, le nombre de morts parmi les migrants est de plus en plus inquiétant et dramatique.

SOURCE : Africa Infrastructure Development Partnership (AFIDEP) à www.afidep.com.

Ces chiffres effarants cachent un sens plus profond ; les migrants atteignent les côtes des pays d'Europe, les moins favorisés financièrement. La question qui doit être posée est : comment pouvons-nous intervenir sans avoir à gérer les conséquences de la crise migratoire, et parvenir, en premier lieu, à éviter l'apparition de la crise ?

En investissant dans les infrastructures, de nombreux problèmes conduisant les migrants à fuir leurs pays d'origine pourraient

être résolus. Avec l'ouverture de projets d'investissement au Moyen-Orient et en Afrique, la nécessité de main-d'œuvre salariée augmenterait. Même s'il ne s'agit pas de la solution à tous les problèmes, c'est un bon début. Malheureusement, lorsqu'il n'existe aucune opportunité économique dans son pays, le risque de perdre la vie sur la route de l'Europe devient acceptable.

En promouvant la construction d'infrastructures sur le continent africain, nous

nous attaquons aux racines de la pauvreté, et empruntons le long chemin qui mène aux progrès économiques et sociaux à grande échelle, à entreprendre dans les pays africains. La construction, la maintenance et le développement de projets à grande échelle demandent énormément de personnel. Mais comment être sûrs que cet investissement aboutira à des résultats bénéfiques ? C'est là qu'entrent en jeu le Partenariat Public et Privé (PPP) et la technique du Build, Operate and Transfer (BOT).

Les projets PPP requièrent une collaboration réfléchie et totale entre le gouvernement d'un pays et une ou plusieurs entités privées. Un tel accord implique que les gouvernements opèrent de manière transparente et responsable afin de garantir aux investisseurs privés un haut retour sur investissement. Il est essentiel de comprendre qu'un programme de développement des infrastructures avancé, aidera à résoudre la question des réfugiés.

Même si le développement des infrastructures fondé sur un PPP permettrait de commencer à résoudre la crise économique en Afrique, nous admettons volontiers qu'il s'agit là d'un territoire peu familier pour un grand nombre d'investisseurs. Tout le monde sait que les marchés africains ont mauvaise réputation, ce qui décourage les investisseurs ; cependant, l'absence d'investissement pourrait empirer la situation.

En octobre, l'AFIDEP organise un congrès mondial à Zurich en Suisse pour aborder cette question. Des intervenants du monde entier ainsi que des délégués de la Banque africaine de développement viendront établir le bien fondé du développement reposant sur un PPP en Afrique sub-saharienne, et dans le monde en général. Le congrès invite les investisseurs, les auteurs de projet, les spécialistes du secteur industriel et les représentants officiels de gouvernement, à se réunir dans un même lieu.

10 PRÉDICTIONS SUR L'ÉVOLUTION DES TIC EN AFRIQUE EN 2015

Source : <http://www.afriqueitnews.com>

1. La classe moyenne africaine fera ses premières emplettes sur Internet

L'année 2014 est considérée par plusieurs analystes comme l'année durant laquelle le e-Commerce est vraiment né en Afrique. Enfin, des acteurs aux moyens conséquents sont venus concurrencer des initiatives beaucoup plus modestes déjà en activité sur le continent.

Ils s'appellent Jumia, CDiscount, OuiCarry, Niokobok ou Kaymu et proposent des services de e-Commerce à la fois adaptés aux réalités africaines et qui se rapprochent des standards de qualité de service internationaux. 2015 ne sera certainement pas l'année durant laquelle le e-Commerce s'imposera dans les habitudes de consommation des Africains, mais la grandissante classe moyenne africaine se laissera tenter par des offres de plus en plus attrayantes et quelques jeunes foyers africains commanderont leurs premiers produits via la toile.

2. De nouveaux géants internationaux s'installeront en Afrique

Si en 2014, des grands noms internationaux des TIC se sont jetés dans les eaux africaines après des années d'observation, en 2015 un nombre encore plus élevé de ces dernières ouvrira des bureaux en Afrique.

Que ce soit avec des offres re-brandées pour les populations africaines ou en gardant l'identité qui a fait leur succès outre-mer, des grands groupes internationaux viendront en découdre avec une concurrence locale. Celle-ci devra porter ses plus beaux vêtements pour garder la tête hors de l'eau.

3. Les TIC faciliteront les échanges économiques entre les pays africains

Les TIC aideront à briser les barrières commerciales entre pays africains en supprimant les obstacles et en augmentant l'efficacité et la transparence.

Des facteurs comme l'amélioration de l'inclusion financière grâce au Mobile Banking, l'instauration de cartes d'identité à puces pour la circulation dans les espaces africains, la dématérialisation des démarches administratives ou la mise en ligne de plateformes de facilitation des échanges économiques entre les Etats africains seront les bases d'une économie africaine plus prospère.

4. Le Mobile Banking s'imposera dans les transactions du quotidien

Déjà incontournable dans quelques pays africains, le Mobile Banking devrait connaître une année 2015 vibrante sur le continent africain et même au-delà. Du paiement des factures des ménages à des services d'emprunt d'argent, le Mobile Banking devrait devenir le moyen de transaction principal pour une multitude de tâches.

Les opérateurs de téléphonie qui ont profité de l'année 2014 pour solidifier leurs infrastructures, déploieront plusieurs solutions en 2015 dans l'objectif de prendre autant de parts de marché que possible.

5. Il y aura de plus en plus de connectés via la 3G et la 4G

La 4G est annoncée dans près d'une dizaine de pays africains, pour l'année 2015. Ces derniers rejoindront la poignée de chanceux qui surfent actuellement à des vitesses vertigineuses. Les quelques rares retardataires

qui ne disposaient que de la 2G devraient également combler leur retard. Grâce à cela...

6. Le contenu sera plus roi que jamais

Grâce à la démocratisation de la connectivité et à la relative facilité de se lancer dans ce type d'entreprises, en 2015 nous assisterons également à une prolifération de Startups proposant du contenu pensé pour les consommateurs basés en Afrique. Des applications de Replay, des chaînes Youtube, des sites d'informations pour des niches jusqu'à présent délaissées, des plateformes d'échanges sur les sujets du continent... en 2015, le contenu sera plus roi que jamais.

7. Le combat pour les meilleurs talents s'intensifiera

Alors que la « Startup mentality » deviendra la norme en Afrique, la chasse aux jeunes talents les plus prometteurs s'intensifiera.

Il ne s'agira pas encore de proposer des salaires faramineux ou des salles de massage – Google Style –, mais les entreprises auront à cœur de proposer le meilleur environnement pour garder ou attirer des ressources de talent.

Ces dernières auront de plus en plus l'embarras du choix lorsqu'il s'agira de trouver un emploi.

8. Les opérateurs de téléphonie investiront de plus en plus dans les Startups africaines

Cette tendance est déjà d'actualité dans plusieurs pays d'Afrique, mais elle devrait se propager encore plus durant l'année 2015.

Des initiatives semblables à celle lancée par Orange en Côte d'Ivoire avec OrangeFab, ou par Tigo au Rwanda avec l'accélérateur Think, se multiplieront alors que

les opérateurs de téléphonie continueront de se réinventer pour survivre à l'ère de la fin de la voix.

9. La sécurité des services informatiques sera au centre des débats

Comment sécuriser les données ? Comment éduquer les populations qui feront leurs premiers pas sur l'Internet, pour qu'elles ne soient pas victimes d'arnaques de type #419 ? Comment se protéger des armées de hackers de plus en plus belliqueuses à travers le monde ?

Toutes ces questions ainsi que la dématérialisation des démarches administratives, l'amélioration de l'inclusion financière grâce au mobile, la démocratisation de la connectivité et le développement des systèmes informatiques dans les instances africaines mettront le sujet de la sécurité informatique au centre des débats.

Les autorités africaines auront à cœur de se prémunir face à ces dangers qui prendront des dimensions encore inconnues dans nos pays.

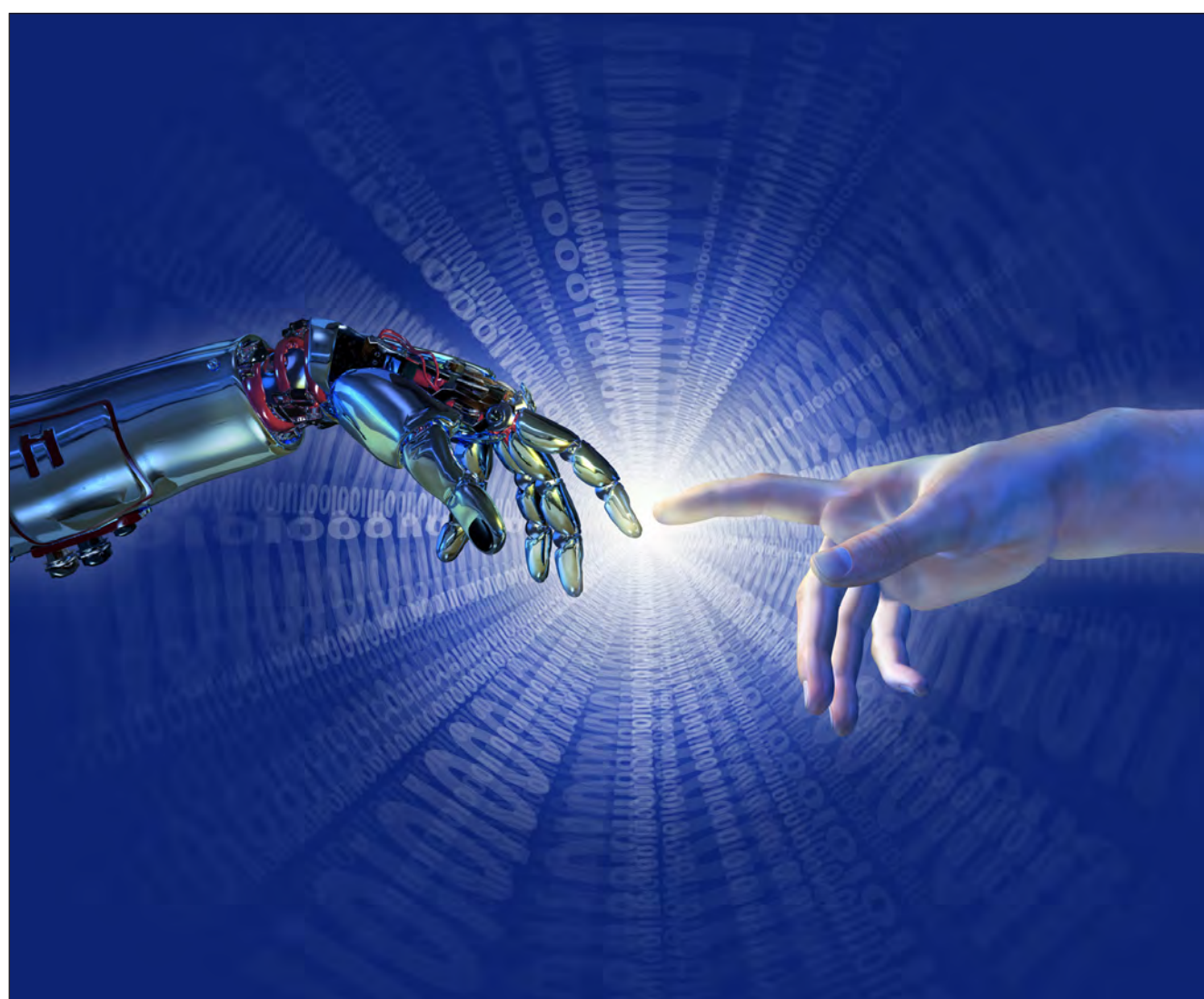
10. La TNT sera LE sujet de l'année 2015

En 2015, les pays africains devront gérer une révolution dans le domaine de l'audiovisuel. En effet, en juin prochain, les Etats devront avoir négocié la transition de la télévision analogique vers la télévision numérique terrestre (TNT).

Seulement, à part le Rwanda, l'île Maurice et la Tanzanie, en 2014, il semble que les gouvernements africains aient tous adhéré à la philosophie de la procrastination.

Même si certains sont sur la bonne voie pour respecter les délais prévus par l'UIT, l'écrasante majorité des nations africaines (parmi lesquelles des ténors comme l'Afrique du Sud ou le Nigeria) restent bloquées devant des problématiques majeures : comment financer la transition ? Quelle solution pour la promotion des contenus locaux ? Que faire des téléviseurs obsolètes ? Comment procurer des décodeurs aux populations ? Comment informer et éduquer les populations sur le sujet du numérique ?

Il ne fait aucun doute que les débats seront animés au sujet de la TNT en Afrique.



Conseil de Pro Le maquillage du teint

Le visage est souvent plus foncé que le cou. Pour un beau résultat uniforme, il est quelquefois nécessaire de jouer sur les mélanges. Là est la grande difficulté.

(Fond de teint / Anti-cernes & Correcteur / Poudre)



Le fond de teint

Lors de l'achat, appliquez une touche de fond de teint sur le maxillaire inférieur (mâchoire) pas sur le dos de la main, ni à l'intérieur du poignet. Il doit se fondre à la carnation.

Pour un effet « bonne mine », l'idéal est de choisir une demi-teinte en dessous de sa couleur de peau. L'éclairage électrique plombant quelque peu le teint (surtout si vous prévoyez un repas aux chandelles).

L'appliquer :

» si le fond de teint est fluide, l'idéal est le « pinceau fond de teint ». Le balayer de l'intérieur vers l'extérieur en partant du haut du visage (front) et en descendant vers les maxillaires.

Bon à savoir : le pinceau au lieu des doigts évite les démarcations à l'ovale du visage, possibilité de descendre un peu plus bas jusqu'au cou, si celui-ci est plus foncé ou plus clair que le visage.

» Si fond de teint est en crème, compact ou en stick choisissez plutôt de l'appliquer avec une éponge.

Les BB crèmes : Sont proches des crèmes teintées mais plus traitantes. Elles offrent une protection solaire, réflecteurs de lumière, hydratantes elles s'adressent plutôt aux peaux sèches et n'ont pas la même couvance d'une marque à l'autre. Pratique pour tous les jours, elles peuvent remplacer votre crème de jour.

Les anti-cernes & correcteur : si vous avez des cernes, rougeurs, ou des imperfections qui se voient malgré le fond de teint, ajoutez de l'anticerne au pinceau ou au doigt, ce qui est plus facile à travailler. Tapotez pour le fondre et restez bien sur la cerne.

Astuce. Important. Pour que vos fards à paupières et rouges à lèvres tiennent mieux, étalez votre fond de teint sur vos paupières et votre bouche.

Les anti-cernes ne sont plus seuls pour nous aider, il y a les illuminateurs que l'on trouve souvent sous forme de stylos automatiques.



Leurs formules : des pigments optiques qui réfléchissent la lumière. A appliquer aux sillons nasaux-génien (ride qui descend de l'aile du nez à la commissure des lèvres) on gomme les zones d'ombres. Tout l'art de flouter les défauts.

Pensez aussi au coin interne de l'œil et sous ce dernier. Le fait d'apporter de la lumière sous les yeux enlève cet aspect qui peut être terne au visage tout en apportant de la profondeur.

La poudre

Pour un fini velouté et mat, rien ne remplace la poudre. Attention, à ce stade du maquillage, elle ne doit pas être de couleur plus foncée que votre carnation car cela risquerait de faire des marques.

Si l'on veut modifier ou intensifier son teint, les *Terre de Soleil* poudres bronzantes... joueront ce rôle mais doivent être mises sur une peau non grasse qui est matifiée par avance par les poudres libres ou compactes.

- La libre est conseillée de préférence pour les peaux fines, à appliquer au gros pinceau.

- La compacte efficace en anti-brillance sur la zone T, pressez avec une houppette ou un disque démaquillant.

Sous forme de boîtier, pratique pour garder dans son sac en cas de retouches dans la journée.

Bon à savoir : Il existe des carnets poudrés

Vous détachez la feuille et la tamponnez sur le visage. Pour les soirées festives, les poudres irisées, dorées, argentées donneront une touche glamour à appliquer avec parcimonie sur le décolleté et les épaules.

En résumé

Poudrez le visage sans oublier les paupières et les lèvres surtout pour les peaux grasses ou qui transpirent.

Pour les peaux très sèches, la zone médiane suffira. L'idéal est d'utiliser une poudre translucide, ainsi elle s'adapte à toutes les carnations

LE BORDELAIS

Le Bordelais est le vignoble regroupant toutes les vignes du département de la Gironde, dans le Sud-Ouest de la France. Certains vins qui y sont produits sont parmi les plus réputés et les plus chers du monde, faisant du bordeaux une référence mondiale.

Le vin est ancré dans l'histoire de Bordeaux. Depuis près de deux mille ans, le vignoble a des-

siné la cité et sculpté les paysages du Bordelais. Il a accompagné la prospérité de l'économie locale. Bordeaux est au centre du plus grand vignoble de vins fins du monde - plus de cent dix mille hectares - d'une richesse exceptionnelle : 60 appellations d'origine contrôlée régionales, plus de 5 000 châteaux, 40 caves coopératives, 300 maisons de négoce...



CHATEAU DU BOIS CHANTANT BORDEAUX SUPERIEUR

Cépages : 79% de Merlot, 11% de Cabernet Sauvignon, 10% Cabernet Franc

La dégustation : Château du Bois Chantant 2013 se caractérise par une robe d'une belle couleur rouge avec des reflets rubis. Le nez, élégant et complexe, offre des senteurs de petits fruits noirs avec une délicate note d'épices. En bouche, le vin se révèle ample avec des tannins onctueux. L'attaque, agréable et soyeuse, délivre des arômes de mûre et de cassis avec une touche de vanille.

Recommandations : Se déguste avec une viande rouge, grillée ou rôtie, du gibier ou encore un plateau de fromages.

Service (en°): Entre 16°C et 18°C

Durée de conservation : Jusqu'à 5 ans.



CHATEAU TROUPIAN – HAUT MEDOC

La dégustation :

Château Troupian offre une robe pourpre très soutenue et brillante, avec des nuances violettes.

Le nez, complexe délivre des arômes de fruits épicés avec des notes de vanille et de cèdre.

La bouche est souple, équilibrée et persistante, avec des notes de café.

Recommandations :

Se déguste sur un magret de canard, des cailles rôties aux figues, un pigeon rôti ou un plateau de fromages.

Service (en°): Entre 16°C et 18 °C

Durée de conservation: Jusqu'à 7 ans



Vins conseillés par
Prix Import

LA NOUVELLE SERIE EVENEMENT

mary jane

© BET Networks, a subsidiary of Viacom Inc. All rights reserved.

CANAL+ propose à ses abonnés le service 18 000 FCFA / MOIS EVASION+ à 86 00 (COUT D'UN APPEL LOCAL) CANALPLUS-AFRIQUE.COM

MARY JANE SUR **CANAL+
SERIES**

18 000 ^{FCFA} / MOIS **EVASION+**

86 00
(COUT D'UN APPEL LOCAL)

CANALPLUS-AFRIQUE.COM

*Tarif en vigueur au 24/03/2015 pour tout nouvel abonnement à l'une des formules suivantes : EVASION+ ou TOUT CANAL+, lié à l'achat d'un décodeur numérique CANAL+. Décodeur à 30 000 FCFA pour les autres formules. La parabole est offerte. Hors frais d'installation et accessoires. Voir tarifs et conditions de l'offre auprès de votre Distributeur Agréé.

LES BOUQUETS
CANAL+



soutient



Ce projet veut promouvoir les activités agricoles au Gabon et encourager la diffusion de l'agriculture dans le territoire de la ceinture verte de Libreville.

Folong (amarante) au poulet

Dans ce plat, les vitamines et les minéraux de l'amarante accompagnent les protéines du poulet pour avoir un repas complet et plein de saveur.



INGRÉDIENTS :

- » 1 paquet de folong
- » 2 cuisses de poulet
- » 3 tomates
- » 2 gousses d'ail
- » 1 oignon
- » 1 cube de bouillon
- » huile
- » Piment au plaisir

PRÉPARATION : Détachez les feuilles de folong des branches, nettoyez-les bien pour enlever toutes traces de terre. Coupez le folong et faites-le bouillir pour 10 minutes. Egouttez-le à l'aide d'un passoire et coupez-le encore en petits morceaux.

Dans une poêle, sautez le poulet pour qu'il soit bien doré à l'extérieur et mettez à côté.

A part, dans une poêle plus grande, faites revenir l'oignon, l'ail et les tomates avec un peu d'huile et le cube. Rajoutez le poulet et laissez mijoter pour 15 minutes. Ajoutez encore le folong et laissez cuire un autre quart d'heure. Assaisonnez avec le piment, à plaisir.

SUGGESTION : Pour garder la belle couleur verte des feuilles, ajoutez un peu de bicarbonate à l'eau pour bouillir.

Si vous aimez plus les saveurs de la mer, ce plat peut être aussi préparé avec du poisson fumé à la place du poulet.

- Anciens et nouveaux Etudiants
- Salariés ou non
- Chef d'entreprise
- Entrepreneurs



ISI PRIME

Etudiez sans vous déplacer
et
obtenez un diplôme International
grâce à la:
Formation Dématérialisée.

"Mon école partout, parfaite et sans contrainte"

A vos claviers 1,2... diplômes

REPUBLIQUE GABONAISE
Union - Travail - Justice

Ministère de l'Education Nationale,
de l'Enseignement Supérieur et Technic

Etablissement habilité à recevoir les boursier



Institut Supérieur d'Ingénierie
"L'industrie de la compétence"

Nos diplômes :

BACHELOR (Bac +3)

&

MASTER (Bac +5)

www.isi-gabon.com

contact@isi-gabon.com

Libreville - Tél.: 01 44 25 34 / 07 07 11 00 / 06 08 00 06 (Batterie IV)

Port-Gentil -Tél.: 02 12 18 18 / 06 67 23 23 (Boulevard ONDIMBA)

Ordinateurs gratuits !!!

Pour toute inscription avant le



Remise des ordinateurs gratuits



l'ISI

Aéroport de LIBREVILLE

Pour les BAC littéraires

- Economie pétrolière
- Développement & management stratégique des organisations et des projets
- Logistique pétrolière & industrielle
- Comptabilité & fiscalité pétrolière
- Management et Stratégie
- Economie numérique
- Innovation par les NTIC

New

Options

- Gestion Ressources Humaines
- Comptabilité & Finances
- Marketing et Communication
- Audit et Contrôle de gestion
- Banque & Assurances
- Droit des contrats pétroliers
- Gestion des risques

Pour les BAC Scientifiques

- Ingénierie Pétrolière, Mines
- Ingénierie informatique

- Qualité Hygiène Sécurité et Environnement (Q.H.S.E)
- Intelligence économique
- Ingénierie Douanes
- Ingénierie Financière
- Ingénierie d'affaires
- Ingénierie logistique et achats
- Management juridique

AIRFRANCE



FRANCE IS IN THE AIR



COMME DANS UN ÉCRIN NOUVEAU FAUTEUIL-LIT BUSINESS

UNE NOUVELLE CONCEPTION DU VOYAGE, À PARTIR DU 14 SEPTEMBRE 2015 AU DÉPART DE LIBREVILLE.

Pour garantir le bien-être de chaque passager, nous avons imaginé une cabine Business qui illustre l'art de recevoir à la française. Un fauteuil au design unique spécialement pensé pour vous. Rêvez tranquillement dans un fauteuil qui se transforme en véritable lit. Découvrez le plaisir d'un espace dessiné pour vous envelopper et préserver votre intimité, et profitez, à tout moment, d'un accès direct à l'allée.

Vos effets personnels sont toujours à portée de main dans ce siège pratique et harmonieux. Et parce qu'il faut aussi se divertir, profitez d'un écran HD et d'une vaste programmation renouvelée chaque mois. Désormais, votre fauteuil Air France se fait bureau, restaurant, salon de divertissement, chambre à coucher.

À vous de composer votre voyage, au fil de vos envies. Air France s'occupe du reste, pour vous détendre et vous choyer avec un accueil chaleureux, un service de qualité et des petites attentions tout au long du voyage.



En plein ciel, des chefs étoilés.

La France, c'est la gastronomie, les grands vins... À bord, les plus grands chefs français se relaient constamment pour vous surprendre. De grands classiques des régions françaises composent votre carte des vins. Le champagne pétille.

Salons Air France, espaces zen à la française.

Tout l'esprit d'Air France est là ! Accueil chaleureux, calme précieux, presse internationale à parcourir le temps d'une collation et, au départ de Paris, des soins relaxants Clarins.

SkyPriority, prioritaire à l'aéroport.

Un parcours facilité pour être le premier à chaque étape de votre voyage : prioritaire à l'enregistrement, à l'embarquement, pour quitter l'avion et récupérer vos bagages.

Rendez-vous à Paris.

Pourquoi ne pas profiter de Paris le temps d'une escale avant de repartir vers mille destinations possibles grâce à nos partenaires SkyTeam ? Monuments, musées et jardins... Toute la France est là !

AIRFRANCE KLM

Mise en place progressive à compter du 14 septembre 2015 sur une partie de la flotte long-courrier Boeing 777.

WWW.AIRFRANCE.GA